

# RAPPORT D'ACTIVITES

## 2014



ACCORD DE COOPERATION DU 19 SEPTEMBRE 2005 ENTRE L'ETAT, LA COMMUNAUTE FLAMANDE, LA REGION FLAMANDE, LA COMMUNAUTE FRANCAISE, LA COMMUNAUTE GERMANOPHONE, LA REGION WALLONNE ET LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE ET LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANCAISE PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT

### Article 13

« La Commission publie annuellement un rapport sur ses activités et l'utilisation du budget mis à sa disposition. Celui-ci est établi dans les trois langues nationales et transmis aux différents gouvernements, au Parlement fédéral et aux Parlements des entités fédérées. »



## Rapport d'activités 2014

|   |           |
|---|-----------|
| <b>Avant-propos .....</b>   | <b>3</b>  |
| <b>Chapitre 1 : La Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant .....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>1 La présidence et le Secrétariat de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant.....</b>  | <b>5</b>  |
| 1.1 Composition .....   | 5         |
| 1.2 Moyens financiers .....   | 5         |
| <b>2 Les Vice-Présidents.....</b>   | <b>5</b>  |
| <b>3 Le Bureau exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant.....</b>   | <b>6</b>  |
| <b>4 Les membres.....</b>   | <b>6</b>  |
| <b>Chapitre 2: Activités de la Commission .....</b>   | <b>7</b>  |
| <b>1 Contribution à la rédaction de documents en lien avec les droits de l'enfant.....</b>  | <b>7</b>  |
| 1.1 Contribution à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du dialogue annuel sur les droits de l'enfant au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U.....                     | 7         |
| 1.2 Coordination de la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du débat interactif concernant la violence à l'égard des enfants au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U..... | 7         |
| 1.3 Rédaction de la réponse de la Belgique au questionnaire UNHCR relatif à la mortalité et la morbidité de jeunes enfants.....   | 7         |
| 1.4 Contribution à l'intervention de la Belgique lors de la 7ième Conférence des Etats membres à la CRPD .....  | 8         |
| <b>2 Mission d'avis.....</b>  | <b>8</b>  |
| 2.1 Vers une implémentation adaptée aux enfants du troisième protocole à la CIDE établissant une procédure de présentation de communications.....   | 8         |
| 2.2 Avis au SPF Affaires Etrangères dans le cadre de la préparation de la résolution 'droits de l'enfant' du Conseil des droits de l'homme .....  | 9         |
| 2.3 Avis au CGRA dans le cadre de son projet relatif à l'intérêt supérieur du demandeur d'asile mineur et son droit d'être entendu .....  | 9         |
| 2.4 Avis à l'Institut de Formation Judiciaire.....  | 9         |
| 2.5 Avis dans le cadre de la réponse belge au questionnaire de la FRA concernant ses priorités pour les années prochaines et la façon dont les travaux de la FRA sont pris en compte.....     | 10        |
| 2.6 Avis dans le cadre de l'étude de la CE 'Children's involvement in judicial proceedings' .....   | 10        |
| 2.7 Autres avis émis .....  | 10        |
| <b>3 Autres projets effectués .....</b>   | <b>10</b> |

|          |   |           |
|----------|---|-----------|
| 3.1      | Rédaction et évaluation du plan de gestion 2013 et rédaction plan de gestion 2014.....  | 10        |
| 3.2      | Information aux membres .....   | 10        |
| 3.3      | Correspondance vers tous les ministres, gouvernements et parlements en vue de la nomination de leurs représentants et de leur information sur les observations finales du Comité des Nations-Unies ainsi que les engagements pris à la suite du dernier rapport | 11        |
| 3.4      | Renouvellement du parc ICT .....  | 11        |
| <b>4</b> | <b>Projets en cours .....</b>   | <b>11</b> |
| 4.1      | Elaboration d'un canevas de rapport périodique CIDE .....   | 11        |
| 4.2      | Elaboration d'indicateurs nationaux des droits de l'enfant.....   | 11        |
|          | <b>Annexes.....</b>   | <b>15</b> |
|          | <b>Annexe 1: Rapport financier 2014 .....</b>   | <b>15</b> |
|          | <b>Annexe 2: Listes des membres d.d. mai 2014 et mars 2015 .....</b>  | <b>19</b> |
|          | <b>Annexe 3: Activités de la Commission .....</b>   | <b>57</b> |
|          | <b>Annexe 4: Réunions externes, journées d'études, congrès et représentations .....</b>   | <b>59</b> |
|          | <b>Annexe 5: Formations et certificats obtenus .....</b>  | <b>62</b> |
|          | <b>Annexe 6: Publications de ou concernant la CNDE .....</b>  | <b>62</b> |

## **Rapport d'activités 2014**

### **Avant-propos**

Le présent rapport d'activités résume de manière succincte les travaux entrepris par la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant en 2014.

La principale activité a porté sur une demande cruciale du Comité des droits de l'enfant des Nations-Unies dans le cadre du rapport périodique CIDE: exprimer en données chiffrées la politique menée à l'égard des enfants.

Au printemps 2014 un consensus a été obtenu au niveau national portant sur une méthodologie pour le développement d'indicateurs nationaux des droits de l'enfant. La présidente et son attachée ont été mandatées d'élaborer, sur base d'une recherche bibliographique et de rencontres avec des experts, un inventaire d'indicateurs comprenant les points d'attention développés sur la scène internationale et ce, pour quatre clusters de droits. Ces quatre inventaires ont ensuite été soumis à des experts belges provenant des administrations, du monde académique ainsi que de la société civile. Les documents de travail qui en ont résulté ont été examinés lors de quatre séminaires. Les participants des différents séminaires ont eu pour objectif, sur base du document de travail précédemment élaboré et d'introductions par des experts, de sélectionner un set idéal d'indicateurs. Ces sets ont ensuite été analysés par la présidente et son attachée et complétés par des informations sur la disponibilité de données pertinentes et par des remarques et nuances, qui seront insérées dans une note de contextualisation, permettant à chaque indicateur d'être interprété correctement. Grâce au travail enthousiaste des comités de suivi (un par cluster de droits), ils se sont mués en un set d'indicateurs soutenu d'un point de vue technique au niveau national. L'objectif est de terminer d'ici à juin 2015 ce travail technique et de pouvoir proposer un set d'indicateurs pertinents et équilibrés à l'accord politique des représentants des gouvernements.

En outre, en 2014, les travaux de développement d'un canevas de rapport CIDE ont été finalisés et des avis et des informations ont été fournis suite à plusieurs études et rapports internationaux dans des matières qui concernent (notamment) des enfants.

**Sarah D'hondt, Présidente**



## **Chapitre 1 : La Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant**

### **1 La présidence et le Secrétariat de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant**

#### **1.1 Composition**

Le secrétariat est resté sous-équipé en 2014 : l'attachée néerlandophone n'a pas été remplacée. Depuis fin 2011, la présidente n'est soutenue que par un collaborateur universitaire et une secrétaire à mi-temps.

#### **1.2 Moyens financiers**

Pour l'année d'activité 2014, tous les gouvernements, sauf le gouvernement fédéral, ont calculé leur contribution sur base d'un budget total de € 234.000. Ce montant a été complété par une partie du solde des années précédentes afin d'attribuer à la CNDE un budget total de € 244.115,42.

Comme pendant les années précédentes, le gouvernement fédéral a limité sa contribution aux frais de personnel de l'attachée et de la secrétaire et de leur transport public. Depuis 2009, contrairement aux années 2007 et 2008, le solde n'a pas été versé à destination du poste 'frais de fonctionnement'. Pour l'année 2014, ceci implique une contribution non-perçue de € 52.197,18. Il y a toutefois lieu de rappeler qu'en application de l'annexe à l'accord de coopération, le gouvernement fédéral prend également sur lui l'hébergement du secrétariat de la CNDE. Le SPF Justice a également financé en 2014 le renouvellement du parc ICT.

Les gouvernements des Communautés française, germanophone et flamande, le gouvernement wallon et le Collège réuni de la Commission communautaire commune ont payé leur contribution intégrale en 2014. Le collège de la Commission communautaire française a contribué pour partie. Le gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale doit encore y procéder au moment de la publication du présent rapport d'activités.

Le budget total reçu pour 2014 était de € 176.162, 38.

€ 183.801,78 ont été utilisés par rapport à un budget alloué à concurrence de € 244.115,42.

Le solde final total s'élevait à € 15.989, 61 au 31 décembre 2014.

Un aperçu est joint en annexe 1.

### **2 Les Vice-Présidents**

La vice-présidence flamande (autorité flamande) a encore été exercée faisant fonction par l'Agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen (afdeling Jeugd), dans la personne de M. Joost Van Haelst, coordinateur « droits de l'enfant ».

La vice-présidence francophone est restée vacante.

### **3 Le Bureau exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant**

Le Bureau Exécutif de la Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant est composé du président, des vice-présidents et de sept membres. Dans la mesure du possible, trois des sept membres du Bureau sont des membres ayant voix consultative qui représentent la société civile. Les quatre autres membres sont des membres ayant voix délibérative<sup>1</sup>.

En 2014, le Bureau était composé comme suit :

Madame Sarah D'hondt, Présidente de la CNDE

M. Benjamin Baelus, représentant du Gouvernement fédéral (suppléant: Mme Isabelle Heyndricks)

Madame Suzy Bleys, représentante du Gouvernement flamand (suppléant: Monsieur Peter Casteur)

Monsieur Benoît Parmentier, représentant du Gouvernement de la Communauté française (suppléante : Madame Dominique Rossion)

Madame Aurélie Herremans, représentante de la Commission communautaire commune de Bruxelles Capitale

Monsieur Joost Van Haelst, vice-président faisant fonction pour la Communauté flamande

Le Bureau et les membres avec voix délibérative se concertaient systématiquement ensemble. Ils ont pris les décisions de gestion journalière, ont préparé les orientations pour 2014 et en ont assuré le suivi. Par ailleurs, ils ont approuvé le rapport d'activités 2013.

Depuis la mise en place des nouveaux gouvernements les représentants suivants ont été désignés par les Conseils des ministres concernés:

M. Pepijn Hanssens, conseiller du Ministre flamand du Bien-être, de la Santé Publique et de la Famille, avec comme suppléant M. Duncan Braeckvelt, conseiller du Ministre-président du gouvernement flamand et Ministre de la Politique Etrangère et du Patrimoine immobilier.

M. Filip Michiels, conseiller du Ministre flamand de la Culture, des Medias, de la Jeunesse et de Bruxelles, avec comme suppléant Mme Elke Wouters, conseillère de la vice-Ministre-présidente et Ministre flamande de l'Intérieur, de la citoyenneté, de l'hébergement, de l'Egalité des Chances et de la Lutte contre la Pauvreté.

M. Marc Hamel, administration de la Communauté germanophone, avec comme suppléant M. Robert Hagen, conseiller du Ministre germanophone de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales.

La composition du Bureau sera discutée lors de la première concertation des membres avec voix délibérative, dès qu'il aura été procédé à l'ensemble des désignations.

### **4 Les membres**

Les listes des membres de l'année 2014, représentant la composition de la CNDE en mai 2014 et au 30 mars 2015 – date de la composition intégrale de la réunion des membres avec voix délibérative – sont disponibles en annexe 2.

---

<sup>1</sup> Article 12 du Règlement d'ordre intérieur.



## **Chapitre 2: Activités de la Commission**

### **1 Contribution à la rédaction de documents en lien avec les droits de l'enfant**

#### **1.1 Contribution à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du dialogue annuel sur les droits de l'enfant au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U.**

La présidente de la CNDE a contribué en février 2014 à la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du dialogue annuel sur les droits de l'enfant au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U., sous le thème 'accès à la justice'. Voir <http://www.cnde.be/fr/content/2014-0>

#### **1.2 Coordination de la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du débat interactif concernant la violence à l'égard des enfants au sein du Conseil des droits de l'homme des N.U.**

La présidente de la CNDE a coordonné la rédaction de l'intervention de la Belgique lors du débat interactif concernant la violence à l'égard des enfants, mené avec le 'Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution d'enfants et la pornographie mettant en scène des enfants' et avec la 'Représentante spéciale du Secrétaire Général sur la violence à l'égard des enfants' (Genève, 23 septembre 2014). Voir

[https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/HRC\\_dialogue\\_on\\_Violence\\_against\\_children\\_2014\\_3.pdf](https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/HRC_dialogue_on_Violence_against_children_2014_3.pdf)

La rapporteuse et la représentante ont été interrogées sur des indicateurs utiles pour un accompagnement de qualité de victimes de violence. L'importance de rompre le cercle vicieux victime-acteur a été mise en évidence, ainsi que de bonnes pratiques belges telles que l'approche multidisciplinaire et multisectorielle, la promotion de déclarations d'engagement et d'outils au sein des différents secteurs (bien-être, enseignement, sport et jeunesse) en vue de protéger l'intégrité sexuelle de mineurs et le rôle important de sensibilisation et de formation qui incombe aux écoles.

#### **1.3 Rédaction de la réponse de la Belgique au questionnaire UNHCR relatif à la mortalité et la morbidité de jeunes enfants**

La présidente de la CNDE a coordonné en janvier 2014 la rédaction de la réponse de la Belgique au questionnaire UNHCR relatif à la mortalité et la morbidité de jeunes enfants en-dessous de l'âge de 5 ans comme problématique des droits de l'homme (résolution 24/11 Conseil des droits de l'homme des N.U.). La réponse a renvoyé aux mécanismes de contrôle instaurés par la loi sur les droits des patients de 2002, au plan d'action national de lutte contre la pauvreté infantile (juin 2013) et au plan d'action national contre la maltraitance d'enfants, qui est intégré dans le plan d'action national contre la violence entre partenaires et d'autres formes de violences intrafamiliales 2010-2014 (et sa mise à jour de juin 2013). La problématique urgente des inégalités en matière de santé a été accentuée ainsi que le besoin d'une politique intersectorielle.

Voir

[https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/annexe\\_5\\_Child\\_mortality-1.pdf](https://1168.fedimbo.belgium.be/sites/1168.fedimbo.belgium.be/files/explorer/annexe_5_Child_mortality-1.pdf) pour la réponse de la Belgique.

#### **1.4 Contribution à l'intervention de la Belgique lors de la 7<sup>ième</sup> Conférence des Etats membres à la CRPD**

En mai 2014 la Présidente de la CNDE a fait une contribution personnelle au projet de déclaration de la Belgique lors de la 7<sup>ième</sup> Conférence des Etats membres à la CRPD

(10 au 12 juin 2014). Nous supposons que le timing strict explique l'absence de réaction au projet de la part des représentants des autorités et de la société civile.

La déclaration s'est attardée sur les mesures de faveurs sociales et fiscales applicables aux (parents de) enfants porteurs de handicaps, a accentué le besoin d'accompagnement psychologique et pratique des familles, a décrit la politique d'inclusion menée par l'enseignement et a renvoyé aux formes de participation mis en place par la loi sur les droits du patient. Voir <http://www.cnde.be/fr/content/2014-0>

## **2 Mission d'avis**

Remarque préalable :

Le timing des avis sous-mentionnés était systématiquement trop limité pour permettre à la présidente d'aller plus loin que des suggestions personnelles.

Evidemment, dans ce cadre, le principe a été respecté de préalablement soumettre au Bureau des points de vue potentiellement controversés. Une telle situation ne s'est toutefois pas présentée en 2014.

### **2.1 Vers une implémentation adaptée aux enfants du troisième protocole à la CIDE établissant une procédure de présentation de communications**

La Belgique a ratifié le protocole dit 'de plainte' le 30 mai 2014.

Le 2 juillet 2014 une concertation a eu lieu avec la société civile en vue de promouvoir par des actions l'implémentation adaptée aux enfants du protocole.

Plusieurs initiatives ont été préparées en vue de stimuler les initiatives des entités pour l'implémentation adaptée aux enfants du protocole de plainte. Il s'agit d'un travail au niveau du SPF Affaires Etrangères, suite à un avis du groupe d'experts mis en place par la CNDE (2011), visant l'élaboration d'une procédure formelle pour l'ensemble des procédures de plainte au niveau des NU ainsi que pour le suivi des Concluding Observations des différents comités des NU.

Des contacts ont également été noués avec l'Institut de Formation Judiciaire dans le cadre des formations prévues suite à l'installation des tribunaux de la famille. Il a été conseillé à l'Institut de reprendre transversalement les child friendly justice guidelines du Conseil de l'Europe dans la formation.

Il a également été recommandé aux différentes entités de poursuivre les efforts en vue d'inventorier les mécanismes de plainte extra-judiciaires existants.

En outre, il a été convenu que le secrétariat recommande aux nouveaux représentants des gouvernements au sein de la CNDE d'organiser une séance plénière « journée de dialogue NL et FR 'traitement des plaintes pour les mineurs' ». Les objectifs seront d'informer le secteur social sur les différentes formes de traitement des plaintes, sur le plan extrajudiciaire, ensuite

judiciaire, au niveau belge interne. Concernant le protocole de plainte, une discussion pourrait avoir lieu sur le rôle des ONG dans l'accompagnement des plaintes individuelles devant le Comité des droits de l'enfant. Cette discussion serait menée à l'aide d'un scénario préalablement élaboré qui reprendra comme points d'attention : un briefing clair de la personne concernée en vue d'attentes réalistes (une plainte risque de n'apporter rien de concret aux intéressés, ne serait-ce qu'en raison du temps écoulé, et surtout de prendre le statut d'affaire de principe), la désignation d'un avocat, la tenue de contacts réguliers durant la procédure, la concertation avec l'avocat sur l'opportunité de demander des mesures provisoires et/ou de règlements à l'amiable, l'explication de la décision du comité et de la réaction de l'État, feed-back et suivi *a posteriori*, tant au niveau de l'individu que du suivi par l'État.

## **2.2 Avis au SPF Affaires Etrangères dans le cadre de la préparation de la résolution 'droits de l'enfant' du Conseil des droits de l'homme**

En septembre 2014, la présidente de la CNDE a rendu un avis au SPF Affaires Etrangères concernant le projet de résolution droits de l'enfant du Conseil des droits de l'homme.

## **2.3 Avis au CGRA dans le cadre de son projet relatif à l'intérêt supérieur du demandeur d'asile mineur et son droit d'être entendu**

Après avoir participé en 2013 à une concertation d'experts organisée par UNHCR et Unicef concernant leur projet 'best interest determination' pour MENA en Europe occidentale, la présidente de la CNDE a en 2014 été consultée par le Commissaire aux réfugiés et aux apatrides. Dans le cadre d'un interview et de sa participation à un workshop organisé par la CGRA, elle a rendu un avis circonstancié quant au traitement de mineurs dans le cadre de la procédure d'asile.

## **2.4 Avis à l'Institut de Formation Judiciaire**

La présidente de la CNDE a conseillé l'Institut de Formation Judiciaire dans le cadre de l'élaboration d'un projet de Séminaire européen "La Place de l'enfant dans les procédures devant des tribunaux de la famille dans l'UE », à la suite de l'appel à propositions dans le cadre du programme 'Fundamental Rights and Citizenship'.

## **2.5 Avis dans le cadre de la réponse belge au questionnaire de la FRA concernant ses priorités pour les années prochaines et la façon dont les travaux de la FRA sont pris en compte**

A la demande de l'agent de liaison du SPF Justice pour la FRA<sup>2</sup>, la Présidente de la CNDE a commenté les thèmes relatifs aux droits de l'enfant du rapport d'activités de la FRA et a, en juillet 2014, répondu à un questionnaire de la FRA relative à ses priorités pour 2016.

---

<sup>2</sup> Agence des droits fondamentaux de l'UE.

## **2.6 Avis dans le cadre de l'étude de la CE 'Children's involvement in judicial proceedings'**

En janvier 2014, la Présidente de la CNDE a donné des explications sur l'implication de mineurs en Belgique dans les procédures administratives. L'étude a été effectuée à la demande de la Commission européenne par Milieu Ltd et GHK Consulting Ltd et s'est étendue aux 27 pays membres de l'UE et à la Croatie. En octobre 2014 elle a participé à une réunion d'experts qui a examiné le rapport final. Dans ce cadre elle a suggéré plusieurs corrections à l'information sur la Belgique. Une note étoffée a été transmise, en concertation avec les Communautés (seule la Communauté flamande à réagi à l'étude), le SPF Justice et l'Office des Etrangers.

## **2.7 Autres avis émis**

La CNDE est représentée au sein du Conseil consultatif du Vlaams Kenniscentrum Kinderrechten (KeKi) (Centre de Connaissance des Droits de l'Enfant), un forum de liaison entre la science, la politique et la pratique, un forum de rencontre pour les scientifiques et un organe consultatif ([www.keki.be](http://www.keki.be)).

Dans ce cadre, la présidente a émis un avis dans le cadre de la mission 'Kennisdeling over kinderrechten tussen beleid, praktijk en onderzoek' ('partage de connaissances en matière de droits de l'enfant entre la politique, le terrain et les chercheurs'), sur l'opérationnalisation des bases de données KeKi et sur les thèmes de recherches menées par le KeKi.

Le Secrétariat participe en outre systématiquement aux réunions que la Communauté française et les autorités flamandes organisent avec leurs points de contact au sein des administrations et avec la société civile. Dans ce contexte, le Secrétariat est régulièrement sollicité pour avis ou pour information.

En outre, le Vlaams Agentschap Sociaal-Cultureel Werk voor Jeugd en Volwassenen, afdeling Jeugd (section jeunesse), a consulté le Secrétariat de la CNDE dans le cadre de l'élaboration du prochain plan de politique de la jeunesse et des droits de l'enfant (avis électronique), de la mise en place d'un moniteur des droits de l'enfant et de la célébration de 25 ans de droits de l'enfant.

## **3 Autres projets effectués**

### **3.1 Rédaction et évaluation du plan de gestion 2013 et rédaction plan de gestion 2014**

Le plan de gestion 2014 avait été finalisé en octobre 2013 et approuvé par les membres ayant voix délibérative début novembre 2013. Il a fait l'objet d'une évaluation intermédiaire interne début septembre 2014.

Le plan de gestion 2015 a été rédigé en octobre 2014, mais n'a pas pu être approuvé encore en 2014, tous les membres avec voix délibérative n'étant pas encore désignés.

### **3.2 Information aux membres**

Les membres ont tous été invités à participer au projet 'vers des indicateurs nationaux des droits de l'enfant'.

En outre, des informations actuelles concernant les droits de l'enfant sont régulièrement mises à disposition sur le site internet.

### **3.3 Correspondance vers tous les ministres, gouvernements et parlements en vue de la nomination de leurs représentants et de leur information sur les observations finales du Comité des Nations-Unies ainsi que les engagements pris à la suite du dernier rapport**

En automne 2014 tous les ministres, les gouvernements et les parlements ont reçu une lettre présentant la CNDE et ses missions demandant la désignation d'un représentant. Dans un deuxième temps, tous les ministres ont reçu, dans le cadre d'un rappel ou d'un accusé de réception de leurs nouvelles nominations, un résumé des observations finales pertinentes du Comité des droits de l'enfant des N.U. et des engagements pris précédemment par la Belgique suite au dernier rapport CIDE.

### **3.4 Renouvellement du parc ICT**

Le parc ICT du secrétariat a été complètement renouvelé en 2014. Les frais ont été pris en charge par le SPF Justice.

## **4 Projets en cours**

### **4.1 Elaboration d'un canevas de rapport périodique CIDE**

Le 13 janvier 2014, une réunion de réorientation du projet de canevas de rapport a eu lieu avec le SPF P&O. Il a été finalement décidé que le secrétariat de la CNDE continuerait le travail de manière autonome.

Un document Excel a donc été élaboré. Ce document reprend tous les points d'attention pertinents pour un rapport de qualité, selon les compétences des entités. Le document hébergé sur un « cloud » permettra un travail collaboratif au sein des entités. L'utilisation de ce canevas de rapport permettra par une manipulation simple de rassembler les contributions des différentes entités.

### **4.2 Elaboration d'indicateurs nationaux des droits de l'enfant**

Le rapport d'activité de 2013 a déjà examiné les objectifs de développement d'indicateurs nationaux relatifs aux droits de l'Enfant en vue d'une mesure périodique du respect des droits de l'Enfant en Belgique, à partir de leur réalité quotidienne. Une revue de la littérature avait Redémarré en 2013. Des entretiens exploratoires ont eu lieu.

Sur la base de toutes les informations et recommandations disponibles, une note de réflexion contenant une méthodologie élaborée, un premier projet de liste d'indicateurs concernant le droit à la santé ainsi qu'une bibliographie ont été rédigés en décembre 2013 - janvier 2014.

Partant de ces documents, un commun accord a été poursuivi début 2014 entre les représentants et autres acteurs pertinents des pouvoirs publics concernés, en dialogue avec les autres membres de la CNDE et des experts externes, concernant la méthodologie appropriée pour établir des indicateurs des droits de l'enfant, les principes directeurs devant être pris en compte à cet effet et les priorités à fixer.

Une fois la méthodologie établie, l'ensemble des droits de l'enfant a été réparti en 4 « clusters de droits » :

- Droit à la santé et au bien-être
- Droit à l'enseignement, au repos et aux loisirs
- Pour une approche de la délinquance juvénile adaptée aux enfants
- Droits des mineurs en danger et à la protection de la vie familiale

La méthodologie a été similaire pour ces 4 clusters :

- Détermination du cadre de recherche
- Contact préliminaire avec des experts
- Organisation d'une journée de séminaire
- Travail sur les conclusions du séminaire et recherche sur la disponibilité des données
- Travail en comité de suivi

Ces étapes sont développées ci-dessous ainsi que deux points de réflexion que sont les notes de contextualisation et la réalisation d'une enquête auprès de groupes vulnérables.

#### **a. Détermination du cadre de recherche**

A travers une recherche bibliographique, le cadre conceptuel a été développé. Il définit un maximum ce qui entre dans le champ de recherche de chaque cluster de droits. La CIDE en est évidemment à la base, ainsi que les recommandations générales du Comité, les Observations finales et d'autres recommandations d'instances internationales (ONU, UE, Conseil de l'Europe, ...).

Des recherches scientifiques ont aussi été passées en revue de mêmes que des listes d'indicateurs pertinentes et des recommandations issues d'ombudsmen (DGDE et Kinderrechtencommissariaat) et de la société civile (UNICEF, la CODE, Ambrassade...).

Un inventaire des indicateurs relatifs à chaque cluster cluster a été établi sur base de cette recherche.

#### **b. Contact préliminaire avec des experts**

L'inventaire d'indicateurs ainsi que la bibliographie ont alors été soumis à un panel d'experts dans le domaine (chercheurs, société civile et personnes clé dans l'administration). Il s'agissait ici de voir si le champ de recherche avait bien été couvert et de mettre en lumière certains points d'attention à discuter avec les participants du séminaire.

#### **c. Organisation d'une journée de séminaire**

Pour chaque cluster, un séminaire a ensuite été organisé. Toutes les personnes ayant un lien avec la thématique abordée ont été invitées. L'objectif était d'avoir un public le plus représentatif possible : administrations des différentes entités, universités, société civile. Plus le panel est large, plus grande sera la légitimité du travail effectué et l'appropriation du travail par les participants pour la suite.

Chaque séminaire s'est déroulé en deux phases :

- Des exposés introductifs par des experts mettant en avant la problématique et les points d'attention importants
- Des groupes de travail : l'objectif étant de sélectionner un set « idéal » d'indicateurs (c'est-à-dire sans se préoccuper de la faisabilité ou de la disponibilité des données), premièrement sur une partie du cluster et dans un deuxième temps sur l'ensemble de celui-ci.

La sélection du set idéal d'indicateurs fut facilitée par l'utilisation d'une « check-list » :

- L'enfant au centre : est-ce que l'indicateur est bien centré sur l'enfant ? est-ce qu'il permet réellement d'avoir une vue sur l'effectivité de ses droits ?
- Belgique : l'indicateur est-il pertinent dans le contexte belge ?
- Inégalité Sociale : l'indicateur permet-il de déceler d'éventuelles inégalités sociales ?
- Subjectif - Objectif : existe-t-il un équilibre entre des indicateurs subjectifs (type self-report) et objectifs (données administratives,...)
- Groupes vulnérables : Il faut tenir en compte les groupes vulnérables (les enfants porteurs de handicap, les enfants en pauvreté, les enfants dans un contexte migratoire,...). Leurs spécificités est-elle prise en compte par l'indicateur ?
- Groupes d'âge : est-ce que le set d'indicateurs sélectionné couvre tous les groupes d'âges selon leurs spécificités ?
- Equilibre au sein du cluster : est-ce que les indicateurs se renforcent les uns les autres pour donner une vue la plus globale possible de la problématique ?

#### **d. Travail sur les conclusions du séminaire et recherche sur la disponibilité des données**

Le secrétariat a travaillé ensuite sur les indicateurs sélectionnés lors du séminaire. L'objectif étant de passer d'un set idéal d'indicateurs à un set réalisable.

Les administrations et les centres de recherches concernés ont alors été consultés pour connaître les données dont ils disposent et les ventilations possibles pour celles-ci.

#### **e. Travail en comité de suivi**

Le travail préalable du secrétariat permet au comité de suivi de se concentrer sur les choix stratégiques qui s'imposent par rapport aux indicateurs (affinement de la sélection, redéfinition, choix dans les données disponibles ou vers un lobbying pour affiner la collecte de données). Ce travail est toujours en cours.

#### **f. Note de contextualisation**

Chaque indicateur sera accompagné d'une note de contextualisation. Celle-ci remettra en contexte l'indicateur en touchant à des thèmes connexes, en suggérant des pistes de réflexions. Le but est d'ouvrir le débat et de passer outre d'une simple donnée chiffrée.

### **g. Enquête spéciale à destination des groupes vulnérables**

Il est ressorti assez rapidement des travaux que les enfants les plus vulnérables échappaient aux statistiques. Or, ils sont probablement les plus susceptibles de voir des manquements dans l'effectivité de leurs droits.

Il a alors été proposé de procéder pour ces groupes à une enquête spéciale reprenant tous les indicateurs de type self-report sélectionnés pour l'ensemble des clusters.

Les modalités d'exécution de cette enquête ne sont pas encore fixées mais des pistes sont élaborées et seront soumises à un accord politique.



## Annexes

### Annexe 1: Rapport financier 2014

|  | 2014                |                          |                     |                          |                      |
|--|---------------------|--------------------------|---------------------|--------------------------|----------------------|
| Autorités contribuentes  | budget attribué     | budget reçu              | manque/excédent     | solde années précédentes | total                |
| <b>1. Collège Commission communautaire française</b>           | 4.680,00 €          | 1.170,00 €<br>1.209,56 € | -2.300,44 €         | 89,54 €                  | -2.210,90 €          |
| <b>2. Collège réuni de la Commission communautaire commune</b> | 4.680,00 €          | 4.680,00 €               | 0,00 €              | 0,00 €                   | 0,00 €               |
| <b>3. Gouvernement Communauté française</b>                    | 28.782,00 €         | 28.782,00 €              | 0,00 €              | 1.342,59 €               | 1.342,59 €           |
| <b>4. Gouvernement Communauté Germanophone</b>                 | 2.340,00 €          | 2.340,00 €               | 0,00 €              | 0,00 €                   | 0,00 €               |
| <b>5. Gouvernement de la Région Bruxelles - Capitale</b>       | 2.340,00 €          |                          | -2.340,00 €         | -2.340,00 €              | -4.680,00 €          |
| <b>6. Gouvernement de la Région wallonne</b>                   | 15.678,00 €         | 15.678,00 €              | 0,00 €              | 0,00 €                   | 0,00 €               |
| <b>7. Gouvernement flamand</b>                                 | 58.500,00 €         | 58.500,00 €              | 0,00 €              | 0,00 €                   | 0,00 €               |
| <b>8. Gouvernement fédéral</b>                                 | 116.000,00 €        | 63.802,82 €              | -52.197,18 €        | -204.272,55 €            | -256.469,73 €        |
| <b>Subtotal</b>  | <b>233.000,00 €</b> | <b>176.162,38 €</b>      | <b>-56.837,62 €</b> | <b>-205.180,42 €</b>     | <b>-262.018,04 €</b> |

| Postes                           | budget demandé      | budget attribué     | budget reçu         | dépenses            |
|----------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| <b>Frais de personnel</b>        |                     |                     |                     |                     |
| Présidente Mandat Band 1         | 110.550,42 €        | 110.550,42 €        | 107.238,47 €        | 107.238,47 €        |
| Attaché A11                      | 52.107,78 €         | 52.107,78 €         | 63.802,82 €         | 63.802,82 €         |
| Attaché A11                      | 49.192,33 €         | 47.833,45 €         |                     |                     |
| Niveau CA1                       | 18.974,22 €         | 18.974,22 €         |                     |                     |
| <b>Total</b>                     | <b>230.824,75 €</b> | <b>226.550,42 €</b> | <b>171.041,29 €</b> | <b>171.041,29 €</b> |
|                                  |                     |                     |                     |                     |
| <b>Frais d'installation</b>      |                     |                     |                     |                     |
| Présidente                       |                     |                     |                     |                     |
| 2 attachés                       |                     |                     |                     |                     |
| niveau C                         |                     |                     |                     |                     |
| salle de réunion                 |                     |                     |                     |                     |
| informatique 4 personnes         |                     |                     |                     |                     |
|                                  |                     |                     |                     |                     |
| <b>Total</b>                     |                     |                     |                     |                     |
|                                  |                     |                     |                     |                     |
| <b>Frais de fonctionnement</b>   |                     |                     |                     |                     |
| fonctionnement<br>commission     | 1.350,00 €          | 3.336,00 €          |                     | 841,26 €            |
| 4 personnes                      |                     |                     |                     |                     |
| ICT                              | 1.200,00 €          | 1.200,00 €          |                     |                     |
| <b>Total</b>                     | <b>2.550,00 €</b>   | <b>4.536,00 €</b>   |                     |                     |
|                                  |                     |                     |                     |                     |
| <b>Divers</b>                    |                     |                     |                     |                     |
| séance plénière                  | 1.655,00 €          | 4.639,00 €          |                     | 3.683,14 €          |
| interprètes                      | 1.000,00 €          | 4.016,00 €          |                     | 2.743,27 €          |
| traductions                      | 9.350,00 €          | 4.350,00 €          |                     | 1.050,92 €          |
| Experts                          |                     |                     |                     |                     |
| missions                         |                     |                     |                     |                     |
| transport en commun              |                     |                     |                     | 2.835,60 €          |
| livres et revues                 | 600,00 €            |                     |                     | 578,30 €            |
| séminaires et formations         | 1.410,00 €          |                     |                     | 1.028,00 €          |
|                                  |                     |                     |                     |                     |
| Total frais de<br>fonctionnement | 16.565,00 €         | 17.565,00 €         | 9.761,53 €          | 12.760,49 €         |
|                                  |                     |                     |                     |                     |
| <b>Total général</b>             | <b>247.389,75 €</b> | <b>244.115,42 €</b> | <b>180.802,82 €</b> | <b>183.801,78 €</b> |

|                                      |                    |
|--------------------------------------|--------------------|
| <b>Solde années<br/>précédentes</b>  | <b>18.988,57 €</b> |
| <b>Solde au 31 décembre<br/>2014</b> | <b>15.989,61 €</b> |

## RENSEIGNEMENTS SUR LE TABLEAU RECETTES/DEPENSES

### Information expliquant la différence entre le budget de personnel alloué et acquis

Le SPF Justice avait budgétisé 116.000 € pour le poste 'frais de personnel': 2 attachés et 1 niveau C', mais ne paie que le coût effectif, qui était inférieur au budget alloué vu que le secrétariat était composé d'une seule attachée et d'une secrétaire.

Note : l'engagement d'un attaché NL a été bloqué par le cabinet Justice pour des raisons budgétaires internes au SPF Justice.

Le montant indiqué couvre les frais de personnel effectifs de l'attachée et de l'assistante administrative.

Les autres entités financent € 117.000 dont 107.238,47 € salaire du président et 9.761,53 € (solde) budget de fonctionnement. Le solde de 2.998,96€ de dépenses a été attribué au solde de l'année 2013.



**Annexe 2: Listes des membres d.d. mai 2014 et mars 2015**



**A) Membres avec voix délibérative/Stemgerechtigde leden/ Stimmberechtigende mitglieder - art. 3.1. AC/SA/ZA**

| Nom/Naam/Name   | Représente/Vertegenwoordigt/ Vertretert | Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter   |
|---|---|---|
| Dhr. Benjamin BAELUS<br><br>Kabinet van Minister van Justitie TURTELBOOM                    | Federale regering                       | Mevr. Isabelle HEYNDRICKX<br><br>Kabinet van Minister van Financiën GEENS                   |
| M. Jérémie TOJEROW<br><br>Cabinet du Premier Ministre DI RUPO                               | Gouvernement fédéral                    | Mme Alexia BERTRAND<br><br>Cabinet du Ministre des Affaires Etrangères REYNDERS             |
| Dhr. Peter CASTEUR<br><br>Kabinet minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin VANDEURZEN | Vlaamse regering                        | Mevr. Margot CLOET<br><br>Kabinet minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin VANDEURZEN |

|   |  |  |
|---|--|--|
| <p>Mevr. Suzy BLEYS</p> <p>Kabinet minister van<br/>Onderwijs, Jeugd, Gelijke<br/>kansen en Brussel<br/>SMET</p>  | <p>Vlaamse regering</p>  | <p>Dhr. Dirk MOORS</p> <p>Kabinet minister van<br/>Onderwijs, Jeugd,<br/>Gelijke kansen en<br/>Brussel<br/>SMET</p>  |
| <p>Frau Nathalie MIESSEN</p> <p>Ministerium der<br/>Deutschsprachigen<br/>Gemeinschaft<br/>Leiterin des Fachbereichs<br/>Jugendhilfe</p>  | <p>Regierung der<br/>Deutschsprachigen<br/>Gemeinschaft</p>                          | <p>H. Marco ZINNEN</p> <p>Administration</p>   |
| <p>M. Benoît PARMENTIER</p> <p>Office de la Naissance et de<br/>l'Enfance</p>   | <p>Gouvernement de la<br/>Communauté<br/>française</p>                               | <p>Mme Dominique<br/>ROSSION</p> <p>Observatoire de<br/>l'Enfance, de la<br/>Jeunesse et de l'Aide à<br/>la Jeunesse</p>   |
|   | <p>Gouvernement<br/>wallon</p>   | <p>Cabinet du Ministre-<br/>Président DEMOTTE</p>  |
| <p>M. Dominique VERMEIREN</p> <p>Cabinet Ministre-Président<br/>VERVOORT compétent en<br/>matière de la Cohésion sociale</p> <p>Ministre en charge de la petite<br/>enfance</p> | <p>Collège de la<br/>Commission<br/>communautaire<br/>française de<br/>Bruxelles</p> | <p>M. Jérémie DROUART</p> <p>Cabinet du Ministre<br/>DOULKERIDIS,<br/>Président du Collège</p>   |
| <p>Mme Aurélie HERREMANS</p> <p>Cabinet de la Ministre,<br/>compétente pour les Finances<br/>et l'Aide aux Personnes<br/>HUYTEBROECK</p>  | <p>Collège de la<br/>Commission<br/>communautaire<br/>commune de<br/>Bruxelles</p>   | <p>Mevr. Martine<br/>MOTTEUX</p> <p>Kabinet van de Minister<br/>belast met het Beleid<br/>inzake Bijstand aan<br/>Personen en Openbaar<br/>Ambt<br/>GROUWELS</p> |

**B) Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/ Mitglieder mit beratender Stimme - art. 3.2.a AC/SA/ZA**

**1. Gouvernement Fédéral/Federale Regering/Föderalregierung**

| Lid/Membre/Mitglied  | Représentant/Vertegenwoordiger/Vertreter     | Suppléant/Plaatsvervanger/ Stellvertreter                                      |
|--|--|--|
| Premier Ministre DI RUPO   | M. Jérémie TOJEROW<br><br>Cabinet            | M. Frédérick PIRARD<br><br>Cabinet   |
| Minister GEENS<br><br>Minister van Financiën, belast met Ambtenarenzaken   | Mevr. Liesbet SOMMEN<br><br>Kabinet          | Mevr. Linde DE CORTE<br><br>Kabinet  |
| Ministre REYNDERS<br>Vice-Premier Ministre et<br>Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et des Affaires européennes                                   | Mevr. Véronique JOOSTEN<br><br>Administratie | M. David LEISTERH<br><br>Cabinet   |
| Minister VANDE LANOTTE<br>Vice-Eerste Minister en<br>Minister van Economie, Consumenten en Noordzee  | Dhr. Ben SEGERS<br><br>Kabinet               |  |
| Minister DE CROO<br>Vice-Eerste Minister en<br>Minister van Pensioenen   |  |  |
| Ministre MILQUET<br>Vice-Première Ministre et<br>Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances   | Mme Viviane SCHOLLIERS<br><br>Cabinet        | Mme Véronique DE BAETS<br><br>Institut pour l'Egalité des Femmes et des Hommes |
| Ministre ONKELINX<br>Vice-Première Ministre et<br>Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de Beliris et des Institutions culturelles fédérales | Mme Déborah GUSTIN<br><br>Cabinet            | M. Xavier VAN CAUTER<br><br>Cabinet  |

|   |  |   |
|---|--|---|
| Ministre LARUELLE<br>Ministre des Classes moyennes, des PME, des Indépendants et de l'Agriculture   | Mme Audrey DORIGO<br><br>Cabinet             | Mme Pauline BIEVEZ<br><br>Administration          |
| Minister DE CREM<br>Vice- Eerste Minister, Minister van Landsverdediging  | M. Nicolas LANGE<br><br>Administration       | Mme Catheline REMY<br><br>Administration          |
| Minister LABILLE<br>Minister van Overheidsbedrijven, en Ontwikkelingssamenwerking, belast met Grote Steden  | Mme Elisabeth ELLEGAARD<br><br>Cabinet       | Mme Marie – Paule DUQUESNOY<br><br>Administration |
| Minister TURTELBOOM<br>Minister van Justitie  | Mevr. Christel DE CRAIM<br><br>Administratie | Dienst Mensenrechten<br><br>FOD Justitie          |
| Ministre CHASTEL<br>Ministre du Budget et de la Simplification administrative   | Dhr. Christophe DELOOF<br><br>Administratie  | Mme Alexia PANOU<br><br>Administration            |
| Minister DE CONINCK<br>Minister van Werk  | Dhr. Cis CAES<br><br>Kabinet                 |   |
| Secrétaire d'Etat WATHELET<br>Secrétaire d'Etat à l'Environnement, à l'Energie et à la Mobilité, adjoint à la Ministre de l'Intérieur et de l'Egalité des chances, et Secrétaire d'Etat aux Réformes institutionnelles, adjoint au Premier Ministre     | Mevr. Anne VANDENBERGHE<br><br>Administratie | Mevr. Anneliese HEEREN<br><br>Administratie       |
| Secrétaire d'Etat COURARD<br>Secrétaire d'Etat aux Affaires sociales, aux Familles et aux Personnes handicapées, chargé des Risques professionnels et de la Politique scientifique, adjoint à la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique | Mme Pascale LAMBIN<br><br>Cabinet            | M. Philippe DUBOIS<br><br>Cabinet                 |



|  |   |                                   |
|--|---|-----------------------------------|
| Staatssecretaris DE BLOCK<br>Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, Maatschappelijke Integratie en Armoedebestrijding, toegevoegd aan de Minister van Justitie | Mme Colette VAN LUL<br><br>Office des Etrangers | Mme Anne KESTEMONT<br><br>Fedasil |
|--|---|-----------------------------------|

## 2. Gouvernement flamand/ Vlaamse regering/Flamische regering

| Lid/membre/Mitglied  | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|--|--|--|
| Minister PEETERS<br>Vlaams Minister-President en Minister van Economie, Buitenlands Beleid, Landbouw en Visserij en Plattelandsbeleid          | Mevr. Anne APPELTANS – JANSSENS<br><br>Kabinet   |  |
| Minister BOURGEOIS<br>Vice-Minister-President en Minister van Bestuurszaken, Binnenlands Bestuur, Inburgering, Toerisme en Vlaamse Rand        | Dhr. Dave VAN OOSTERWYCK<br><br>Kabinet          | Mevr. Daphne COSTES<br><br>Administratie     |
| Minister LIETEN<br>Vice-Minister-President en Minister van Wetenschappelijk Onderzoek en Innovatie, Overheidsbedrijven, Media en Armoedebeleid | Mevr. Liesbet STEVENS<br><br>Kabinet             | Dhr. Tom VERMEIRE<br><br>Kabinet             |
| Minister MUYTERS<br>Minister van Begroting en Financiën, Werk, Ruimtelijke ordening, Onroerend erfgoed en Sport                                | Mevr. Tinne STUKKENS<br><br>Kabinet              | Mevr. Nicole BOSSAERTS<br><br>Kabinet        |
| Minister SMET<br>Minister van Jeugd, Gelijke Kansen, Onderwijs en Brussel  | Mevr. Suzy BLEYS<br><br>Kabinet                  | Dhr. Dirk MOORS<br><br>Kabinet               |
| Minister CREVITS<br>Vlaams minister van Mobiliteit en Openbare Werken  | Mevr. Minou ESQUENET<br><br>Kabinet              | Dhr. Damien BENOIT<br><br>Kabinet            |

|   |                               |                               |
|---|-------------------------------|-------------------------------|
| Minister VANDEURZEN<br>Vlaams minister van Welzijn,<br>Volksgezondheid en Gezin                 | Dhr. Peter CASTEUR<br>Kabinet | Mevr. Margot CLOET<br>Kabinet |
| Minister SCHAUVLIEGE<br>Vlaams minister van<br>Leefmilieu, Natuur en Cultuur                    |                               |                               |
| Minister VAN DEN BOSSCHE<br>Minister van Wonen, Energie,<br>Sociale Economie en<br>Stedenbeleid |                               |                               |

### 3. Gouvernement de la Communauté germanophone/ Regering van de Duitstalige Gemeenschap/Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

| Lid/Membre/Mitglied   | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/Plaatsver-<br>vanger/ Stellvertreter |
|---|--|--|
| Minister LAMBERTZ<br>Ministerpräsident und Minister<br>für lokale Behörden  | Bestimmt keinen<br>Vertreter                     |  |
| Minister MOLLERS<br>Minister für Familie,<br>Gesundheit und Soziales        | Fr. Nathalie<br>MIESEN<br><br>Administration     | H. Marco ZINNEN<br><br>Administration          |
| Minister PAASCH<br>Minister für Unterricht,<br>Ausbildung und Beschäftigung | Bestimmt keinen<br>Vertreter                     |  |
| Minister WEYKMANS<br>Ministerin für Kultur, Medien<br>und Tourismus         | Bestimmt keinen<br>Vertreter                     |  |

#### 4. Gouvernement de la Communauté française/ Regering van de Franse Gemeenschap/ Regierung der Französischen Gemeinschaft

| Lid/Membre/Mitglied  | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter   | Suppléant/Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter                      |
|--|--|---|
| Ministre DEMOTTE<br>Ministre-Président   |  | M. Joël MATHIEU<br><br>Cabinet                                    |
| Ministre ANTOINE<br>Vice- Ministre-Président et<br>Ministre du Budget, des<br>Finances, des Sports et de<br>l'Enseignement de promotion<br>sociale | Mme Geneviève<br>LAZARON<br><br>Echevine de<br>l'Enseignement et de<br>la Petite enfance | Mme Lucie<br>VANDENBOSCH<br><br>Groupe CdH du<br>Parlement wallon |
| Ministre MARCOURT<br>Vice-Ministre-Président et<br>Ministre de l'enseignement<br>supérieur   | Mme Raymonde<br>YERNA<br><br>Cabinet   | Mme Nadia LAHLOU<br><br>Administration                            |
| Ministre NOLLET<br>Vice-Ministre-Président et<br>Ministre de l'Enfance,<br>de la Recherche et<br>de la Fonction Publique                           | M. Laurent MONNIEZ<br><br>Cabinet  | M. Paul GALAND<br><br>Cabinet                                     |
| Ministre LAANAN<br>Ministre de la Culture, de<br>l'Audiovisuel, de la Santé et de<br>l'Egalité des chances   | Mme Nicole<br>BRUHWYLER<br><br>Administration  | Mme Alexandra<br>ADRIAENSSENS<br><br>Administration               |
| Ministre HUYTEBROECK<br>Ministre de la Jeunesse, l'Aide<br>à la jeunesse, l'Adoption, l'Aide<br>aux détenus  | Mme Elodie<br>VANDENBROUCKE<br><br>Cabinet   | Mme Bénédicte<br>HENDRICK<br><br>Cabinet                          |
| Ministre SCHYNS<br>Ministre de l'Enseignement<br>obligatoire et de Promotion<br>sociale  | Mme Marianne<br>TILOT<br><br>Cabinet   | Mme Hélène JACQMIN<br><br>Cabinet                                 |

## 5. Gouvernement wallon/ Waalse Regering/ regering der Wallonischen Region

| Lid/Membre/Mitglied  | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter   | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter                  |
|--|--|---|
| Ministre DEMOTTE<br>Ministre-Président   | Mme Sophie<br>LEQUERTIER<br><br>Cabinet  | M. Joël MATHIEU<br><br>Cabinet                                    |
| Ministre NOLLET<br>Vice-Ministre-Président et<br>Ministre du Développement<br>durable et de la Fonction<br>publique                            | M. Laurent MONNIEZ<br><br>Cabinet  | M. Paul GALAND<br><br>Cabinet                                     |
| Ministre ANTOINE<br>Vice-Ministre-Président et<br>Ministre du Budget, des<br>Finances, de l'Emploi et de la<br>Formation                       | Mme Geneviève<br>LAZARON<br><br>Echevine de<br>l'Enseignement et de<br>la Petite enfance | Mme Lucie<br>VANDENBOSCH<br><br>Groupe CdH du<br>Parlement wallon |
| Ministre MARCOURT<br>Vice- Ministre-Président et<br>Ministre de l'Économie, des<br>PME, du Commerce extérieur<br>et des Technologies nouvelles | Mme Raymonde<br>YERNA<br><br>Cabinet   | Mme Jacqueline<br>JOURNEE<br><br>Administration                   |
| Ministre DI ANTONIO<br>Ministre des Travaux publics,<br>de l'Agriculture, de la Ruralité,<br>de la Nature, de la Forêt et du<br>Patrimoine     |  |   |
| Ministre TILLIEUX<br>Ministre de la Santé, de<br>l'Action sociale et de l'Égalité<br>des chances   | M. Luc MERTENS<br><br>Cabinet  | Mme Mélissa WALKA<br><br>Cabinet                                  |
| Ministre FURLAN<br>Ministre des Pouvoirs locaux et<br>de la Ville  | Mme Delphine<br>HERNALSTEEN<br><br>Cabinet   | M. Marco ALIBONI<br><br>Cabinet                                   |
| Ministre HENRY<br>Ministre de l'Environnement,<br>de l'Aménagement du<br>Territoire et de la Mobilité  | M. Dominique<br>PERRIN<br><br>Cabinet  | M. Pierre CASTELAIN<br><br>Cabinet                                |

## 6. Gouvernement Région de Bruxelles – Capitale / Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/ Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt

| Lid/Membre/Mitglied   | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter       |
|---|--|--|
| Minister GROUWELS<br>Belast met Openbare Werken,<br>Vervoer, Gewestelijke en<br>gemeentelijke Informatica,<br>Gelijke-kansenbeleid en de<br>Haven van Brussel   | Dhr. David VITS<br><br>Kabinet                   |  |
| Ministre FREMAULT<br>Compétent en matière de<br>l'Emploi, de l'Economie, en ce<br>compris la politique de<br>revitalisation économique des<br>quartiers et le Commerce<br>extérieur, de la Politique<br>agricole et de la Recherche<br>scientifique                                     |  |  |
| Ministre-Président<br>VERVOORT<br>Compétent en matière des<br>Pouvoirs subordonnés, de<br>l'Aménagement du Territoire,<br>en ce compris les monuments<br>et sites, de la Propreté<br>publique, de la Coopération au<br>Développement et de la<br>Statistique régionale                  | M. Dominique<br>VERMEIREN<br><br>Cabinet         | M. Stéphane AUJEAN<br><br>Observatoire de<br>l'Enfance |
| Secrétaire d'Etat<br>DOULKERIDIS<br>Compétent en matière<br>du Logement, de la Lutte<br>contre l'Incendie et l'Aide<br>médicale urgente   |  |  |
| Ministre HUYTEBROECK<br>Compétente en matière de<br>l'Environnement, de l'Energie,<br>de la Politique de l'Eau, de la<br>Rénovation rurale et la<br>conservation de la nature, de<br>la Lutte contre l'Incendie, l'Aide<br>médicale urgente, du<br>Logement et la Rénovation<br>urbaine | Mme Cécile<br>GIRBOUX<br><br>Cabinet             | M. Bernard MATHIEU<br><br>Cabinet                      |

|   |   |   |
|---|---|---|
| Secrétaire d'état MADRANE<br>Compétent en matière de<br>l'Urbanisme et de la Propreté<br>publique   |   |   |
| Staatssecretaris DE LILLE<br>Belast met Vervoer (met<br>uitsluiting van de bevoegdheid<br>over de MIVB en de<br>infrastructuur van het<br>openbaar vervoer en met<br>uitsluiting van het<br>parkeerbeleid en Cambio),<br>Gelijke-kansenbeleid,<br>Openbaar Ambt en Beleid tot<br>administratieve<br>vereenvoudiging |   |   |
| Minister VANHENGEL<br>Belast met Financiën,<br>Begroting, Openbaar Ambt,<br>Externe Betrekkingen en<br>Beleid tot administratieve<br>vereenvoudiging  | Mevr. Ethel<br>SAVELKOUL<br><br>Kabinet | Mme Brigitte<br>PATERNOSTRE<br><br>Administration |

## 7. Collège de la Commission Communautaire française / College van de Franse Gemeenschapscommissie / Kollegium der Französischen Gemeinschaftscommission

| Lid/Membre/Mitglied   | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|---|--|--|
| Secrétaire d'Etat<br>DOULKERIDIS<br>Président du Collège<br>compétent en matière<br>du Budget, de l'Enseignement,<br>du Tourisme et des Relations<br>internationales                      | M. Jérémie<br>DROUART<br><br>Cabinet             | Mme Isabelle<br>VANLATHEM<br><br>Cabinet         |
| Ministre FREMAULT<br>Membre de la COCOF,<br>compétent en matière de la<br>Fonction publique, de la<br>Politique de la Santé et de la<br>Formation professionnelle des<br>Classes moyennes |  |  |
| Ministre HUYTEBROECK<br>Membre de la COCOF,   | Mme Aurélie<br>HERREMANS                         | M. Stéphane<br>DESCHAMPS                         |

|  |                                       |   |
|--|---------------------------------------|---|
| compétente en matière de la Politique d'Aide aux Personnes Handicapées   | Cabinet                               |   |
| Ministre-Président<br>VERVOORT<br>Membre de la COCOF,<br>Compétent en matière de la Cohésion sociale<br><br>Ministre coordinateur des droits de l'enfant | M. Dominique VERMEIREN<br><br>Cabinet | M. Stéphane AUJEAN<br><br>Observatoire de l'Enfance |
| Secrétaire d'état MADRANE<br>Membre de la COCOF,<br>compétent en matière de la Formation professionnelle et de la Culture                                | M. Mohamed LAHLALI<br><br>Cabinet     | Mme Sarah RAMAUT<br><br>Cabinet                     |

**8. Collège réuni de la Commission communautaire commune / Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie / Vereinte Kollegium der gemeinsamen Gemeinschaftskommission**

| Lid/Membre/Mitglied   | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|---|--|--|
| Ministre-Président<br>VERVOORT<br>président de la COCOM   | M. Dominique VERMEIREN<br><br>Cabinet            | Mme Brigitte PATERNOSTRE<br><br>Administration   |
| Ministre FREMAULT<br>Membre de la COCOM,<br>compétent en matière de la Politique de la Santé et de la Fonction publique   | M. Philippe Henry DE GENERET<br><br>Cabinet      | Mme Khadija BOUDIBA<br><br>Administration        |
| Ministre HUYTEBROECK<br>Membre de la COCOM,<br>compétente en matière de la Politique d'Aide aux Personnes, des Finances, du Budget et des Relations extérieures | Mme Véronique GAILLY<br><br>Cabinet              | Mme Brigitte PATERNOSTRE<br><br>Administration   |
| Minister VANHENGEL<br>Lid van de GGC, belast met Gezondheidsbeleid, Financiën, Begroting en Externe Betrekkingen  | Mevr. Ethel SAVELKOUL<br><br>Kabinet             | Mevr. Sophie VERHAEGEN<br><br>Administratie      |

|  |                                      |   |
|--|--------------------------------------|---|
| Minister GROUWELS<br>Lid van de GGC, belast met<br>het Beleid inzake Bijstand aan<br>Personen en Openbaar Ambt | Mme Sabine<br>DEANENS<br><br>Kabinet | Mevr. Kim<br>HERREMANS<br><br>Administratie |
|--|--------------------------------------|---|

**C) Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/Mitglieder mit beratender Stimme-(art. 3.2-m ac/sa/za)**

| Instantie/Instance/Instanz                          | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter  | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter   |
|---|---|--|
| Collège des Procureurs<br>généraux                  | M. Lucien<br>NOUWYNCK<br><br>Parquet général<br>auprès de la Cour<br>d'Appel de Bruxelles   | Co – plaatsvervangers /<br>Co – suppléants / Co-<br>Stellvertreter:<br><br>1. M. Pierre RANS<br><br>2. Mme Jacqueline<br>DEVREUX<br><br>3. Mevr. Godelieve<br>DENEULIN<br><br>4. Mevr. Annelies<br>LINDEMANS |
| Vereniging van de Vlaamse<br>Provincies             | Dhr. Marc WELLENS   |  |
| Union des Villes et Communes<br>de Wallonie         | Mme Thérèse-Marie<br>BOUCHAT  |  |
| Coordination des ONG pour<br>les Droits de l'Enfant | 1. M. Benoît VAN<br>KEIRSBILCK,<br>Défense des<br>Enfants<br>International (DEI),<br>section belge<br>francophone<br><br>2. Dhr. Hans DE<br>GREVE<br>Plan België<br><br>3. Mme Frédérique<br>VAN HOUCKE<br>CODE | 1. Mme Cécile<br>CROSSET<br>Plan Belgique<br><br>2. Mme Valérie<br>PROVOST<br>CODE   |



|  |   |   |
|--|---|---|
| Kinderrechtencoalitie<br>Vlaanderen  | <p>1. Mevr. Karin MAES<br/>Kinderrechtswinkels</p> <p>2. Mevr. Christine<br/>MELKEBEEK<br/>Defence for<br/>Children<br/>International</p> <p>3. Dhr. Jef<br/>GEOBERS</p> <p>Kinderrechtencoalitie</p> | <p>1. Mevr. Nele DESMET<br/>Kinderrechtswinkels</p> <p>2. Mevr. Annemie<br/>DRIESKENS<br/>Gezinsbond</p> <p>3. Mevr. Farah<br/>LAPORTE</p> <p>Kinderrechtencoalitie</p> |
| UNICEF België<br>UNICEF Belgique   | Mme Maud<br>DOMINICY  | Mevr. Gaëlle<br>BUYSSCHAERT   |
| Rat der Deutschsprachigen<br>Jugend  | Mme Catherine<br>WEISSHAUPT   |   |
| Orde van Vlaamse Balies  | Dhr. Geert DECOCK   |   |
|  | Advocaat Balie Gent<br>Voorzitter Unie van<br>Jeugdadvocaten  |   |
| Association de la Ville et des<br>Communes de la Région de<br>Bruxelles-Capitale | M. Marc THOULEN<br>Directeur  |   |
| Conseil Interuniversitaire de la<br>Communauté française                         | <p>1. M. Olivier DE<br/>SCHUTTER (UCL)<br/>Département de<br/>droit international,<br/>Charles de<br/>Visscher, CPDR</p> <p>2. M. Jacques<br/>FIERENS<br/>(FUNDP)<br/>Département de<br/>Droit</p>    |   |

|  |  |   |
|--|--|---|
| Vlaamse Interuniversitaire Raad  | <p>1. Prof. Johan PUT<br/>K.U. Leuven,<br/>Faculteit<br/>Rechtsgeleerdheid</p> <p>2. Prof. Wouter<br/>VANDENHOLE<br/>UA, Faculteit<br/>Rechtsgeleerdheid</p> | <p>1. Prof.dr. Yves<br/>HAECK,<br/>U Gent, Vakgroep<br/>Publiekrecht</p> <p>2. Prof. Frederik<br/>SWENNEN<br/>UA, Faculteit<br/>Rechtsgeleerdheid</p> |
| Kinderrechtencommissaris   | Dhr. Bruno<br>VANOBERGEN   | <p>1. Mevr. Hilde<br/>CNUUDE</p> <p>2. Mevr. Leen<br/>ACKAERT</p>   |
| Délégué général aux Droits de l'enfant   | M. Bernard DEVOS   | M. Stéphan DURVIAUX   |
| Ombudsman de la Communauté germanophone  | M. Cédric LANGER   |   |
| Interfederaal Gelijkekansencentrum /Centre interfédéral pour l'Egalité des Chances en/et Federaal Migratiecentrum / Centre fédéral Migration | Mme Julie LEJEUNE  | <p>1. Mme Patricia LE<br/>COCQ</p> <p>2. Mme Françoise DE<br/>BOE</p>   |
| Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten   | Mevr. Jeanine<br>BELLENS   |   |
| Unie der Nederlandstalige Jeugdmagistraten   | Mevr. Dominique<br>ROOMS<br>Jeugdrechter Brugge  | Dhr. Frederic VROMAN<br>Substituut-procureur-<br>generaal Gent  |
| Vlaamse Scholierenkoepel   | Dhr. Jort ORY  | Mevr. Nieke NOUWEN  |
| Association des Provinces wallonnes  | Mme Annick<br>BEKAVAC  |   |
| Comités voor Bijzondere Jeugdzorg  | Mevr. Virna SAENEN<br>Departement Welzijn,   | 1. Mevr. Carine<br>DEWILDE  |

|  |  |  |
|--|--|--|
|  | Volksgezondheid en Gezin   | 2. Mevr. Sofie DE SMET   |
| Vlaamse Jeugdraad  | Dhr. Rein HAUDENHUYSE  | Mevr. Alice KOOIJ  |
| Vertegenwoordigers van de erkende Vlaamse administraties en instellingen               | <p>1. Dhr. Jan VANHEE<br/>Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap<br/>Administratie, Cultuur, Jeugd, Sport en media</p> <p>2. Mevr. Ruth LAMOTTE<br/>Administratie, Onderwijs en Vorming</p> | <p>Dhr. Joost VAN HAELST<br/>Coördinator Kinderrechten<br/>Agentschap Sociaal-Cultureel werk voor Jeugd en Volwassenen</p> |
| Conseil de la Jeunesse   | Mme Géraldine MOTTE  |  |
| Représentants d'administrations et d'institutions reconnues de la Communauté française | <p>1. Mme Malvina GOVAERT<br/>Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse</p> <p>2. Mme Marie-Christine MAUROY<br/>Office de la Naissance et de l'Enfance</p>     | <p>M. Michel VANDEKEERE<br/>Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse</p>                       |
| Ordre des barreaux francophones et germanophone de Belgique                            | Mme Cécile DELBROUCK<br>Avocat au barreau de Liège   | M. Juan VERLINDEN<br>Avocat au barreau de Bruxelles  |
| Deutschsprachigen Administrationen   | Bestimmen keinen Vertreter   |  |

|   |                  |                      |
|---|------------------|----------------------|
| Union francophone des Magistrats de la Jeunesse                 | M. Eric JANSSENS | Mme Françoise MAINIL |
| Union des Conseillers et des Directeurs de l'aide à la jeunesse | M. Gérard HANSEN | M. Dominique MOREAU  |

#### **D) Observateurs/ Waarnemers/ Beobachter (art.7 AC/SAZA)**

| Nom/Naam/Name<br>Organisation/<br>Organisatie/Verein | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|--|--|--|
| Senaat   | Mme Fabienne WINCKEL                             | Mevr. Inge FAES                                  |
| Vlaams Parlement                                     | Mevr. Katrien SCHRYVERS                          |  |
| Parlement Wallon                                     | Mme Véronique SALVI                              | Mme Chantal BERTOUILLE                           |
| Parlement de la Communauté française                 |  |  |
| Parlement francophone bruxellois                     | Mme Caroline DESIR                               |  |
| Chambre des Représentants                            | Mme Marie-Christine MARGHEM                      |  |
| Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale         |  |  |
| Parlement de la Communauté germanophone              | Bestimmt keinen Beobachter                       |  |

## E) Uitvoerend Bureau/ Bureau Exécutif/ Exekutivbüro

|   | Lid/Membre/Mitglied     | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|---|-------------------------|--|
| <b>Gouvernement fédéral /<br/>Federale Regering / Föderal-<br/>Regierung</b>  | Dhr. Benjamin<br>BAELUS | Mevr. Isabelle<br>HEYNDRICKS                     |
| <b>Gouvernement de la<br/>Communauté française /<br/>Regering van de Franstalige<br/>Gemeenschap/Regierung der<br/>Französischen Gemeinschaft</b>   | M. Benoît<br>PARMENTIER | Mme Dominique<br>ROSSION                         |
| <b>Gouvernement flamand /<br/>Vlaamse Regering/Flamische<br/>Regierung</b>  | Mevr. Suzy BLEYS        | Dhr. Peter CASTEUR                               |
| <b>Collège Réuni de la<br/>Commission Communautaire<br/>Commune/Verenigd College<br/>van de Gemeenschappelijke<br/>Gemeenschapscommissie /<br/>Vereinte Kollegium der<br/>Gemeinsamen<br/>Gemeinschaftskommission</b> | Mme Véronique<br>GAILLY |  |
| <b>Vice – Voorzitter /<br/>Vice – Président /<br/>Vizepräsident</b>   | Dhr. Jan VANHEE         | Dhr. Joost VAN<br>HAELST                         |
| <b>Vice – Président /<br/>Vice – Voorzitter/<br/>Vizepräsident</b>  |                         |  |
| <b>Voorzitter/<br/>Présidente/Präsident</b>   | Mevr. Sarah<br>D'HONDT  |  |

**F) Secretariaat Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind/ Secrétariat  
Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant/Sekretariat Nationale  
Kommission für die Rechte des Kindes**

|                           | NOM/NAAM/NAME        |
|---------------------------|----------------------|
| Attachée francophone      | Mme Catherine PETERS |
| Assistante administrative | Mme Janina SUPRUN    |



NATIONALE COMMISSIE VOOR DE RECHTEN VAN HET KIND  
COMMISSION NATIONALE POUR LES DROITS DE L'ENFANT  
NATIONALE KOMMISSION FÜR DIE RECHTE DES KINDES

\*

MEMBRES DE LA COMMISSION - LEDEN VAN DE COMMISSIE – MITGLIEDER DER KOMMISSION  
MARS/MAART/MÄRZ 2015

**A) Membres avec voix délibérative/Stemgerechtigde leden/ Stimmberechtigige mitglieder - art. 3.1. AC/SA/ZA**

| Nom/Naam/Name   | Représente/<br>Vertegenwoordigt/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter   |
|---|---|--|
| Dhr. Alfons VANHEUSDEN<br>Kabinet Minister van Justitie<br>Koen GEENS | Federale regering                             | Mevr. Mathilde STEENBERGEN<br><br>Kabinet Vice-eersteminister en Minister van Ontwikkelings-samenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post<br><br>Alexander DE CROO   |
| Mme Sandra STAINIER<br>Cabinet Premier Ministre<br><br>Charles MICHEL | Gouvernement fédéral                          | Mevr. Lynn VERRYDT<br><br>Kabinet Staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën<br><br>Elke SLEURS |

|   |  |   |
|---|--|---|
| <p>Dhr. Pepijn HANSSENS</p> <p>Kabinet Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin</p> <p>Jo VANDEURZEN</p> | <p>Vlaamse regering</p>  | <p>Dhr. Duncan BRAECKEVELT</p> <p>Kabinet Minister-president van de Vlaamse Regering, Vlaams minister van Buitenlands Beleid en Onroerend Erfgoed</p> <p>Geert BOURGEOIS</p>                                      |
| <p>Dhr. Filip MICHIELS</p> <p>Kabinet Vlaams minister van Cultuur, Media, Jeugd en Brussel</p> <p>Sven GATZ</p>       | <p>Vlaamse regering</p>  | <p>Mevr. Elke WOUTERS</p> <p>Kabinet Viceminister-president van de Vlaamse Regering, Vlaams minister van Binnenlands Bestuur, Inburgering, Wonen, Gelijke Kansen en armoedebestrijding</p> <p>Liesbeth HOMANS</p> |
| <p>M. Marc HAMEL</p> <p>Jugendgerichtsdienst<br/>Vermittlungsdienst im Rahmen<br/>des Jugendschutzes</p>              | <p>Regierung der<br/>Deutschsprachigen<br/>Gemeinschaft</p>                          | <p>M. Robert HAGEN</p> <p>Conseiller cabinet<br/>Minister für Familie,<br/>Gesundheit und<br/>Soziales</p> <p>Antonios ANTONIADIS</p>   |
| <p>M. Benoît PARMENTIER</p> <p>Office de la Naissance et de<br/>l'Enfance</p>   | <p>Gouvernement de la<br/>Communauté<br/>française</p>                               | <p>Mme Rajae ESSEFIANI</p> <p>Cabinet du Ministre-<br/>Président Rudy<br/>DEMOTTE</p>   |
|   | <p>Gouvernement<br/>wallon</p>   |   |
|   | <p>Collège de la<br/>Commission<br/>communautaire<br/>française de<br/>Bruxelles</p> |   |
| <p>Dhr. Lander PICCART</p> <p>Kabinet Minister bevoegd voor<br/>het beleid inzake Bijstand aan</p>                    | <p>Collège de la<br/>Commission<br/>communautaire<br/>commune de</p>                 | <p>M. Martin DE DREE</p> <p>Cabinet Ministre<br/>compétente pour la</p>   |



|   |           |   |
|---|-----------|---|
| personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring<br><br>Pascal SMET | Bruxelles | politique de l'Aide aux personnes, les prestations familiales et le Contrôle des films<br><br>Céline FREMAULT |
|---|-----------|---|

**B) Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/ Mitglieder mit beratender Stimme - art. 3.2.a AC/SA/ZA**

**1. Gouvernement Fédéral/Federale Regering/Föderalregierung**

| Lid/Membre/Mitglied   | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|---|--|--|
| Premier Ministre MICHEL   | M. Serge LIPSZYC<br><br>Cabinet                  | Mme Florence POTTIEZ<br><br>Cabinet              |
| Minister PEETERS<br><br>Vice-eersteminister en minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel                     |  |  |
| Minister JAMBON<br><br>Vice-eersteminister en minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met Grote Steden en de Regie der gebouwen | Mevr. Valerie REEKMANS<br><br>Kabinet            | Dhr. Luc DUBOIS<br><br>Kabinet                   |
| Minister DE CROO<br><br>Vice-eersteminister en minister van Ontwikkelingssamenwerking, Digitale Agenda, Telecommunicatie en Post              | Mevr. Kaat DE NIJS<br><br>Kabinet                | Mme Marie-Paule DUQUESNOY<br><br>Administration  |
| Ministre REYNDERS<br><br>Vice-premier ministre et ministre des Affaires   | Mevr. Véronique JOOSTEN                          | Mme Alexia BERTRAND                              |

|   |   |   |
|---|---|---|
| étrangères et européennes,<br>chargé de Beliris et des<br>Institutions culturelles<br>fédérales   | Administratie                           | Cabinet                                       |
| Ministre JAMAR<br><br>Ministre du Budget, chargé de<br>la Loterie nationale   |   |   |
| Minister GEENS<br><br>Minister van Justitie   |   |   |
| Minister DE BLOCK<br><br>Minister van Sociale Zaken en<br>Volksgezondheid   |   |   |
| Ministre BACQUELAINE<br><br>Ministre des Pensions   | M. François DENYS<br><br>Cabinet        | Mme Yasmina<br>BOUSBAA<br><br>Cabinet         |
| Minister VAN OVERTVELDT<br><br>Minister van Financiën   | Mevr. Els DE MOL                        | Dhr. Lorin PARYS<br><br>Vlaams Parlements lid |
| Ministre BORSUS<br><br>Ministre des Classes<br>moyennes, des Indépendants,<br>des PME, de l'Agriculture, et<br>de l'Intégration sociale | Mme Pauline BIEVEZ<br><br>Cabinet       | Mme Sophie DEPRIT<br><br>Cabinet              |
| Ministre MARGHEM<br><br>Ministre de l'Energie, de<br>l'Environnement et du<br>Développement durable                                     | Mme Sophie<br>SOKOLOWSKI<br><br>Cabinet | M. Julien PAQUET<br><br>Cabinet               |
| Minister VANDEPUT<br><br>Minister van Defensie, belast  | M. Nicolas LANGE<br><br>Administration  | Mme Catheline REMY<br><br>Administration      |

|   |   |   |
|---|---|---|
| met Ambtenarenzaken   |   |   |
| <p>Ministre GALANT</p> <p>Ministre de la Mobilité, chargée de Belgocontrol et de la Société nationale des chemins de fer belges</p>   | <p>M. Damien DUPONT</p> <p>Cabinet</p>    |   |
| <p>Staatssecretaris DE CREM</p> <p>Staatssecretaris voor Buitenlandse Handel, toegevoegd aan de minister belast met Buitenlandse Handel</p>   |   |   |
| <p>Staatssecretaris TOMMELEIN</p> <p>Staatssecretaris voor Bestrijding van de Sociale Fraude, Privacy en Noordzee, toegevoegd aan de minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid</p>  |   |   |
| <p>Staatssecretaris SLEURS</p> <p>Staatssecretaris voor Armoedebestrijding, Gelijke Kansen, Personen met een beperking, Bestrijding van de fiscale fraude, en Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Financiën</p> | <p>Mevr. Niki DHEEDENE</p> <p>Kabinet</p> |   |
| <p>Staatssecretaris FRANCKEN</p> <p>Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken</p>                                  | <p>Dhr. Peter MENDONCK</p> <p>Kabinet</p> | <p>Mme Colette VAN LUL</p> <p>Dienst Vreemdelingenzaken</p> |

## 2. Gouvernement flamand/ Vlaamse regering/Flamische regering

| Lid/membre/Mitglied  | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter  | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|--|---|--|
| <p>Minister-president<br/>BOURGEOIS</p> <p>Minister-president van de<br/>Vlaamse Regering<br/>Vlaams minister van<br/>Buitenlands Beleid en<br/>Onroerend Erfgoed</p>  |   |  |
| <p>Vice-Minister-President<br/>CREVITS</p> <p>Viceminister-president van de<br/>Vlaamse Regering<br/>Vlaams minister van Onderwijs</p>   | <p>Mevr. Leen VAN<br/>HEURCK</p> <p>Kabinet</p>   | <p>Dhr. Damien BENOIT</p> <p>Kabinet</p>         |
| <p>Viceminister-president<br/>TURTELBOOM</p> <p>Viceminister-president van de<br/>Vlaamse Regering<br/>Vlaams minister van Begroting,<br/>Financiën en Energie</p>   | <p>Dhr. Cédric<br/>VERSCHOOTEN</p> <p>Kabinet</p> | <p>Dhr. Stijn VANDER<br/>ELST</p> <p>Kabinet</p> |
| <p>Viceminister-president<br/>HOMANS</p> <p>Viceminister-president van de<br/>Vlaamse Regering<br/>Vlaams minister van<br/>Binnenlands Bestuur,<br/>Inburgering, Wonen, Gelijke<br/>kansen en armoedebestrijding</p> |   |  |
| <p>Minister WEYTS</p> <p>Vlaams minister van Mobiliteit,<br/>Openbare Werken, Vlaamse<br/>Rand, Toerisme en<br/>Dierenwelzijn</p>  | <p>Dhr. Michaël<br/>DEVOLDERE</p> <p>Kabinet</p>  | <p>Dhr. Stijn<br/>QUAGHEBEUR</p> <p>Kabinet</p>  |
| <p>Minister VANDEURZEN</p> <p>Vlaams minister van Welzijn,<br/>Volksgezondheid en Gezin</p>  | <p>Dhr. Pepijn<br/>HANSSSENS</p> <p>Kabinet</p>   | <p>Dhr. Peter CASTEUR</p> <p>Kabinet</p>         |

|  |  |  |
|--|--|--|
| Minister MUYTERS<br>Vlaams minister van Werk,<br>Economie, Innovatie en Sport  |  |  |
| Minister SCHAUVLIEGE<br>Vlaams minister van<br>Omgeving, Natuur en<br>Landbouw | Mevr. Tine<br>VANDECASTEELE<br>Kabinet | Mevr. Caroline VAN<br>DEN BERGH<br>Kabinet |
| Minister GATZ<br>Vlaams minister van Cultuur,<br>Media, Jeugd en Brussel       | Dhr. Filip MICHIELS<br>Kabinet         | Mevr. Stephanie<br>D'HOSE<br>Kabinet       |

### 3. Gouvernement de la Communauté germanophone/ Regering van de Duitstalige Gemeenschap/Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft

| Lid/Membre/Mitglied  | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|--|--|--|
| Ministerpräsident Oliver<br>PAASCH   | Bestimmt keinen<br>Vertreter                     |  |
| Vize-Ministerpräsidentin<br>Isabelle WEYKMANS<br><br>Ministerin für Kultur,<br>Beschäftigung und Tourismus |  |  |
| Minister Antonios<br>ANTONIADIS<br><br>Minister für Familie,<br>Gesundheit und Soziales                    |  |  |
| Minister Harald MOLLERS<br><br>Minister für Bildung und<br>wissenschaftliche Forschung                     | Bestimmt keinen<br>Vertreter                     |  |

#### 4. Gouvernement de la Communauté française/ Regering van de Franse Gemeenschap/ Regierung der Französischen Gemeinschaft

| Lid/Membre/Mitglied   | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|---|--|--|
| Ministre-Président DEMOTTE  | M. Nicolas<br>FRAGNEAU<br><br>Cabinet            | M. Joël MATHIEU<br><br>Cabinet                   |
| Ministre MILQUET<br><br>Vice-Présidente et Ministre de<br>l'Éducation, de la Petite<br>enfance, des Crèches et de la<br>Culture   | Mme Violaine<br>LOUANT<br><br>Collaboratrice CDH | M. Thierry ZELLER<br><br>Cabinet                 |
| Ministre MARCOURT<br><br>Vice-Président et Ministre de<br>l'Enseignement supérieur, des<br>Médias et de la Recherche<br>scientifique  | M. Cédric VRANKEN<br><br>Cabinet                 | Mme Virginie<br>VANDEPUTTE<br><br>Cabinet        |
| Ministre MADRANE<br><br>Ministre de l'Aide à la<br>jeunesse, des Maisons de<br>justice et de la Promotion de<br>Bruxelles, chargé de la tutelle<br>sur la Commission<br>communautaire française de la<br>Région de Bruxelles-Capitale | M. Philippon<br>TOUSSAINT<br><br>Cabinet         | Mme Catherine<br>WERTS<br><br>Cabinet            |
| Ministre COLLIN<br><br>Ministre des Sports  | Mme Emilie<br>HERMANS<br><br>Cabinet             | M. Quentin PAQUET<br><br>Cabinet                 |
| Ministre FLAHAUT<br><br>Ministre du Budget, de la<br>Fonction publique et de la<br>Simplification administrative  | Mme Valérie DEVIS<br><br>Cabinet                 | Mme Michaëla<br>NGINDU<br><br>Cabinet            |
| Ministre SIMONIS<br><br>Ministre de l'Enseignement de<br>promotion sociale, de la<br>Jeunesse, des Droits des<br>femmes et de l'Égalité des<br>chances  | M. Fabian MARTIN<br><br>Cabinet                  | Mme Sandrine<br>DEBUNNE<br><br>Cabinet           |

## 5. Gouvernement wallon/ Waalse Regering/ Regierung der Wallonischen Region

| Lid/Membre/Mitglied  | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|--|--|--|
| Ministre-Président<br>MAGNETTE   | Mme Déborah<br>DEWULF<br><br>Cabinet             | Mme Carine JANSEN<br><br>DICS                    |
| Vice-Président PREVOT<br><br>Vice-Président et Ministre des<br>Travaux publics, de la Santé,<br>de l'Action sociale et du<br>Patrimoine                                    | Mme Sarah<br>LEFEVRE<br><br>Cabinet              | M. Francis TURINE<br><br>Cabinet                 |
| Vice-Président MARCOURT<br><br>Vice-Président et Ministre de<br>l'Economie, de l'Industrie, de<br>l'Innovation et du Numérique   |  |  |
| Ministre FURLAN<br><br>Ministre des Pouvoirs locaux,<br>de la ville, du Logement et de<br>l'Energie  | Mme Delphine<br>HERNALSTEEN<br><br>Cabinet       |  |
| Ministre DI ANTONIO<br><br>Ministre de l'Environnement,<br>de l'Aménagement du<br>territoire, de la Mobilité et des<br>Transports, des Aéroports et<br>du bien-être animal | Mme Sandrine<br>MATHOT<br><br>Cabinet            |  |
| Ministre TILLIEUX<br><br>Ministre de l'Emploi et de la<br>Formation  | Mme Kristel KARLER<br><br>Cabinet                | M. Sébastien<br>LEMAITRE<br><br>Cabinet          |

|   |   |   |
|---|---|---|
| <p>Ministre LACROIX</p> <p>Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative</p>   |   |   |
| <p>Ministre COLLIN</p> <p>Ministre des Infrastructures de la petite enfance, de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme et des Infrastructures sportives</p> | <p>M. Jean-Paul BASTIN</p> <p>Cabinet</p> | <p>Mme Hélène DUBOIS</p> <p>Cabinet</p> |

## 6. Gouvernement Région de Bruxelles – Capitale / Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/ Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt

| Lid/Membre/Mitglied  | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter   |
|--|--|--|
| <p>Ministre-Président<br/>VERVOORT</p> <p>en charge des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique, de la Propreté publique</p> | <p>M. David CORDONNIER</p> <p>Cabinet</p>        | <p>Mme Céline VAN NEYVERSEEL</p> <p>Cabinet</p>    |
| <p>Minister VANHENGEL</p> <p>Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking</p>  | <p>Mevr. Ethel SAVELKOUL</p> <p>Kabinet</p>      | <p>Mevr. Sophie VERHAEGEN</p> <p>Administratie</p> |



|   |   |   |
|---|---|---|
| <p>Ministre GOSUIN</p> <p>chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente</p>   |   |   |
| <p>Minister SMET</p> <p>belast met Mobiliteit en Openbare Werken</p>  | <p>Dhr. Lander PICCART</p> <p>Kabinet</p> |   |
| <p>Ministre FREMAULT</p> <p>chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement, de l'Energie</p>   |   |   |
| <p>Staatssecretaris DEBAETS</p> <p>belast met Ontwikkelingssamenwerking, Verkeersveiligheidsbeleid, Gewestelijke en gemeentelijke Informatica en Digitalisering, Gelijkekansenbeleid en Dierenwelzijn</p> | <p>Mevr. Ilke JASPERS</p> <p>Kabinet</p>  | <p>Dhr. David VITS</p> <p>Administratie</p> |
| <p>Secrétaire d'Etat JODOGNE</p> <p>chargée du Commerce extérieur, de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente</p>   |   |   |
| <p>Secrétaire d'Etat LAANAN,</p> <p>chargée de la Collecte et du Traitement des Déchets, de la Recherche scientifique, des Infrastructures sportives communales, de la Fonction publique</p>              |   |   |

**7. Collège de la Commission Communautaire française / College van de Franse Gemeenschapscommissie / Kollegium der Französischen Gemeinschaftscommission**

| Lid/Membre/Mitglied  | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|--|--|--|
| <p>Ministre-Présidente LAANAN</p> <p>Ministre-Présidente du Collège de la Commission communautaire française chargée du Budget, de l'Enseignement, du Transport scolaire, de l'Accueil de l'Enfance, du Sport et de la Culture</p> |  |  |
| <p>Ministre VERVOORT</p> <p>Membre du Collège de la COCOF, chargé de la Cohésion sociale et du Tourisme</p>  | <p>M. David CORDONNIER</p> <p>Cabinet</p>        | <p>Mme Céline VAN NEYVERSEEL</p> <p>Cabinet</p>  |
| <p>Ministre JODOGNE</p> <p>Membre du Collège de la COCOF, chargée de la Fonction publique et de la politique de la Santé</p>   |  |  |
| <p>Ministre GOSUIN</p> <p>Membre du Collège de la COCOF, chargé de la Formation professionnelle</p>  |  |  |
| <p>Ministre FREMAULT</p> <p>Membre du Collège de la COCOF, chargée de la Politique d'Aide aux Personnes handicapées, de l'Action sociale, de la Famille et des Relations internationales</p>                                       | <p>M. Martin DE DREE</p> <p>Cabinet</p>          | <p>Mme Gaëlle VALCKE</p> <p>Cabinet</p>          |

**8. Collège réuni de la Commission communautaire commune / Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie / Vereinte Kollegium der gemeinsamen Gemeinschaftskommission**

| Lid/Membre/Mitglied   | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter          |
|---|--|---|
| <p>Ministre-Président<br/>VERVOORT</p> <p>Président de la COCOM,<br/>compétent pour la coordination<br/>de la politique du Collège réuni</p>  | <p>M. David<br/>CORDONNIER</p> <p>Cabinet</p>    | <p>Mme Céline VAN<br/>NEYVERSEEL</p> <p>Cabinet</p>       |
| <p>Minister VANHENGEL</p> <p>bevoegd voor het<br/>Gezondheidsbeleid, het<br/>Openbaar Ambt, de Financiën,<br/>de Begroting, het Patrimonium<br/>en de Externe Betrekkingen<br/>(samen met Minister Didier<br/>Gosuin)</p>               | <p>Mevr. Ethel<br/>SAVELKOUL</p> <p>Kabinet</p>  | <p>Mme Brigitte<br/>PATERNOSTRE</p> <p>Administration</p> |
| <p>Ministre GOSUIN</p> <p>compétent pour la politique de<br/>la Santé, la Fonction publique,<br/>les Finances, le Budget, le<br/>Patrimoine et les Relations<br/>extérieures (conjointement<br/>avec le Ministre Guy<br/>Vanhengel)</p> |  |   |
| <p>Minister SMET</p> <p>bevoegd voor het beleid inzake<br/>Bijstand aan personen, het<br/>Gezinsbeleid en de<br/>Filmkeuring (samen met<br/>Minister Céline Fremault)</p>   | <p>Dhr. Lander<br/>PICCART</p> <p>Kabinet</p>    |   |
| <p>Ministre FREMAULT</p> <p>compétente pour la politique<br/>de l'Aide aux personnes, les<br/>prestations familiales et le<br/>Contrôle des films<br/>(conjointement avec le Ministre<br/>Pascal Smet)</p>                              | <p>M. Martin DE DREE</p> <p>Cabinet</p>          | <p>Mme Gaëlle VALCKE</p> <p>Cabinet</p>                   |

**C) Membres avec voix consultative/Leden met raadgevende stem/Mitglieder mit beratender Stimme-(art. 3.2-m ac/sa/za)**

| Instantie/Instance/Instanz                       | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter  | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter  |
|--|---|---|
| Collège des Procureurs généraux                  | M. Lucien NOUWYNCK<br><br>Parquet général<br>auprès de la Cour<br>d'Appel de Bruxelles  | Co – plaatsvervangers /<br>Co – suppléants / Co-<br>Stellvertreter:<br><br>1. M. Pierre RANS<br><br>2. Mme Jacqueline DEVREUX<br><br>3. Mevr. Godelieve DENEULIN<br><br>4. Mevr. Annelies LINDEMANS |
| Vereniging van de Vlaamse Provincies             | Dhr. Marc WELLENS   |   |
| Union des Villes et Communes de Wallonie         | Mme Thérèse-Marie BOUCHAT   |   |
| Coordination des ONG pour les Droits de l'Enfant | 1. M. Benoît VAN KEIRSBILCK,<br>Défense des Enfants International (DEI),<br>section belge francophone<br><br>2. Dhr. Hans DE GREVE<br>Plan België<br><br>3. Mme Frédérique VAN HOUCKE<br>CODE | 1. Mme Cécile CROSSET<br>Plan Belgique<br><br>2. Mme Valérie PROVOST<br>CODE<br><br>3. Mme Aurore DACHY<br>CODE   |
| Kinderrechtencoalitie Vlaanderen                 | 1. Mevr. Karin MAES<br><br>Kinderrechtswinkels<br><br>2. Mevr. Christine MELKEBEEK<br><br>Defence for Children  | 1.Mevr. Nele DESMET<br><br>Kinderrechtswinkels<br><br>2. Mevr. Annemie DRIESKENS<br><br>Gezinsbond  |

|   |  |   |
|---|--|---|
|   | <p>International</p> <p>3. Dhr. Jef<br/>GEBOERS</p> <p>Kinderrechtencoalitie</p>   | <p>3. Mevr. Farah<br/>LAPORTE</p> <p>Kinderrechtencoalitie</p>  |
| <p>UNICEF België<br/>UNICEF Belgique</p>  | <p>Mme Maud<br/>DOMINICY</p>   | <p>Mevr. Gaelle<br/>BUYSSCHAERT</p>   |
| <p>Rat der Deutschsprachigen<br/>Jugend</p>   | <p>Mme Catherine<br/>WEISSHAUPT</p>  |   |
| <p>Orde van Vlaamse Balies</p>  | <p>Dhr. Geert DECOCK</p> <p>Advocaat Balie Gent<br/>Voorzitter Unie van<br/>Jeugdadvocaten</p>   |   |
| <p>Association de la Ville et des<br/>Communes de la Région de<br/>Bruxelles-Capitale</p> | <p>M. Marc THOULEN<br/>Directeur</p>   |   |
| <p>Conseil Interuniversitaire de la<br/>Communauté française</p>                          | <p>1. M. Olivier DE<br/>SCHUTTER (UCL)<br/>Département de<br/>droit international,<br/>Charles de<br/>Visscher, CPDR</p> <p>2. M. Jacques<br/>FIERENS<br/>(FUNDP)<br/>Département de<br/>Droit</p> |   |
| <p>Vlaamse Interuniversitaire<br/>Raad</p>  | <p>1. Prof.dr. Johan PUT<br/>K.U. Leuven,<br/>Faculteit<br/>Rechtsgeleerdheid</p> <p>2. Prof. Wouter<br/>VANDENHOLE</p> <p>UA, Faculteit<br/>Rechtsgeleerdheid</p>                                 | <p>1. Prof.dr. Yves HAECK</p> <p>U Gent, Vakgroep<br/>Publiek Recht</p> <p>2. Prof. Frederik<br/>SWENNEN</p> <p>UA, Faculteit<br/>Rechtsgeleerdheid</p> |

|  |   |   |
|--|---|---|
| Kinderrechtencommissaris   | Dhr. Bruno VANOBBERGEN  | 1. Mevr. Hilde CNUUDE<br>2. Mevr. Leen ACKAERT  |
| Délégué général aux Droits de l'enfant   | M. Bernard DEVOS  | 1. Mme Karin VAN DER STRAETEN<br>2. Mme Florence BRION<br>3. Mme Nathalie VAN CAUWENBERGHE<br>4. Mme Sophie CROONEN |
| Ombudsman de la Communauté germanophone  | M. Cédric LANGER  |   |
| Interfederaal Gelijkekansencentrum /Centre interfédéral pour l'Egalité des Chances en/et Federaal Migratiecentrum / Centre fédéral Migration | Mme Julie LEJEUNE   | 1. Mme Patricia LE COCQ<br>2. Mme Françoise DE BOE  |
| Vereniging van Vlaamse Steden en Gemeenten   | Mevr. Jeanine BELLENS   |   |
| Unie der Nederlandstalige Jeugdmagistraten   | Mevr. Dominique ROOMS<br>Jeugdrechter Brugge                              | Dhr. Frederic VROMAN<br>Substituut-procureur-generaal Gent  |
| Vlaamse Scholierenkoepel   | Dhr. Jort ORY   | Mevr. Nieke NOUWEN  |
| Association des Provinces wallonnes  | Mme Annick BEKAVAC<br>Directrice  |   |
| Comités voor Bijzondere Jeugdzorg  | Mevr. Virna SAENEN<br>Departement Welzijn,<br>Volksgezondheid en<br>Gezin | 1. Mevr. Carine DEWILDE<br>2. Mevr. Sofie DE SMET   |

|  |  |   |
|--|--|---|
| Vlaamse Jeugdraad  | Mevr. Alice KOOIJ  |   |
| Vertegenwoordigers van de erkende Vlaamse administraties en instellingen               | <p>1. Dhr. Jan VANHEE<br/>Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap<br/>Administratie, Cultuur, Jeugd, Sport en Media</p> <p>2. Mevr. Ruth LAMOTTE<br/>Administratie, Onderwijs en Vorming</p>     | <p>Dhr. Joost VAN HAELEST<br/>Coördinator Kinderrechten<br/>Agentschap Sociaal-Cultureel werk voor Jeugd en Volwassenen</p> |
| Conseil de la Jeunesse   | M. Benoît LENOBLE  |   |
| Représentants d'administrations et d'institutions reconnues de la Communauté française | <p>1. (en attente de désignation)<br/>Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse</p> <p>2. Mme Marie-Christine MAUROY<br/>Office de la Naissance et de l'Enfance</p> | <p>M. Michel VANDEKEERE<br/>Observatoire de l'Enfance, de la Jeunesse et de l'Aide à la Jeunesse</p>                        |
| Ordre des barreaux francophones et germanophones de Belgique                           | Mme Cécile DELBROUCK<br>Avocat au barreau de Liège   | M. Juan VERLINDEN<br>Avocat au barreau de Bruxelles   |
| Deutschsprachigen Administrationen   | Bestimmen keinen Vertreter   |   |
| Union francophone des Magistrats de la Jeunesse  | M. Eric JANSSENS   | Mme Françoise MAINIL  |
| Union des Conseillers et des Directeurs de l'aide à la jeunesse                        | M. Gérard HANSEN   | M. Dominique MOREAU   |

**D) Observateurs/ Waarnemers/ Beobachter (art.7 AC/SA/ZA)**

| Nom/Naam/Name<br>Organisation/Organisatie       | Représentant/<br>Vertegenwoordiger/<br>Vertreter | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|---|--|--|
| Senaat  |  |  |
| Vlaams Parlement                                |  |  |
| Parlement Wallon                                | Mme Mathilde<br>VANDORPE                         | Mme Florence<br>REUTER                           |
| Parlement de la Communauté<br>française         |  |  |
| Parlement francophone<br>bruxellois             | Mme Catherine<br>MOUREAUX                        | M. Gaëtan VAN<br>GOIDSENHOVEN                    |
| Chambre des Représentants                       | Mme Stéphanie<br>THORON                          |  |
| Parlement de la Région de<br>Bruxelles-Capitale |  |  |
| Parlement de la Communauté<br>germanophone      | Frau Franziska<br>FRANZEN                        |  |



## E) Uitvoerend Bureau/ Bureau Exécutif/ Exekutivbüro

|   | Lid/Membre/Mitglied    | Suppléant/<br>Plaatsvervanger/<br>Stellvertreter |
|---|------------------------|--|
| <b>Gouvernement fédéral /<br/>Federale Regering / Föderal-<br/>Regierung</b>  |                        |  |
| <b>Gouvernement de la<br/>Communauté française /<br/>Regering van de Franstalige<br/>Gemeenschap/Regierung der<br/>Französischen Gemeinschaft</b>   |                        |  |
| <b>Gouvernement flamand /<br/>Vlaamse Regering/Flamische<br/>Regierung</b>  |                        |  |
| <b>Collège Réuni de la<br/>Commission Communautaire<br/>Commune/Verenigd College<br/>van de Gemeenschappelijke<br/>Gemeenschapscommissie /<br/>Vereinte Kollegium der<br/>Gemeinsamen<br/>Gemeinschaftskommission</b> |                        |  |
| <b>Vice – Voorzitter /<br/>Vice – Président /<br/>Vizepräsident</b>   | Dhr. Jan VANHEE        | Dhr. Joost VAN<br>HAELST                         |
| <b>Vice – Président /<br/>Vice – Voorzitter/<br/>Vizepräsident</b>  |                        |  |
| <b>Voorzitter/<br/>Présidente/Präsident</b>   | Mevr. Sarah<br>D'HONDT |  |

**F) Secretariaat Nationale Commissie voor de Rechten van het Kind/ Secrétariat  
Commission Nationale pour les Droits de l'Enfant/Sekretariat Nationale  
Kommission für die Rechte des Kindes**

|                           | NOM/NAAM/NAME        |
|---------------------------|----------------------|
| Attachée francophone      | Mme Catherine PETERS |
| Assistante administrative | Mme Janina SUPRUN    |

### **Annexe 3: Activités de la Commission**

#### **Réunions stratégiques**

Membres avec voix délibérative et Bureau : réunion du 13 février 2014

Réunion avec le vice-président flamand faisant fonction : 24 octobre 2014

Réunion avec la Cabinet Justice : 25 novembre 2014

Réunion avec les représentants du gouvernement flamand: 2 décembre 2014

Consultation avec le SPF P&O (canevas rapport CIDE): 13 janvier 2014

#### **Projets**

Implémentation du protocole de plainte: concertation avec la société civile: 2 juillet 2014

#### Activités en rapport avec les Indicateurs Nationaux relatifs aux droits de l'Enfant:

\* Interviews et réunions bilatérales:

7 janvier 2014: interview de Mme Hanne Op de Beeck

6 février 2014: interview de Mme Godelieve Masuy-Stroobant

16 juin 2014: réunion avec l'Institut Scientifique de Santé Publique dans le cadre de l'enquête nationale de santé (HIS)

17 juin 2014: réunion avec Mme Nathalie Moreau (ULB) concernant l'enquête HBSC

24 juin 2014: réunion avec M. Pascal Meeus (INAMI), concernant les indicateurs pour le droit à la santé

30 juin 2014: réunion avec M. Patrick Poelmans (Vlaamse administratie Onderwijs), concernant les indicateurs pour le droit à l'enseignement

5 septembre 2014: réunion avec Mme Elsa Albarello (enseignement FWB), concernant les indicateurs pour le droit à l'enseignement

7 novembre 2014: entretien exploratoire avec UNICEF Belgique sur la faisabilité d'une enquête spéciale pour les groupes vulnérables

\* Séminaires et comité de suivi:

- Droit à la santé et au bien-être :
  - o Séminaire: 4 avril 2014
  - o Réunion du comité de suivi: 27 mai et 15 septembre 2014
- Droit à l'enseignement, au repos et aux loisirs :
  - o Séminaire: 26 septembre 2014
  - o Réunion de comité de suivi: 12 décembre 2014
- Pour une approche de la délinquance juvénile adaptée aux enfants
  - o Séminaire: 13 octobre 2014
- Droits des mineurs en danger et le droit à la protection de la vie familiale:
  - o Séminaire: 20 octobre 2014

**Procédures de recrutement**

Sélection d'un collaborateur administratif francophone: 12, 13 et 19 août 2014 (n'a pas conclu à un recrutement suite au gel des embauches depuis septembre 2014)

#### **Annexe 4: Réunions externes, journées d'études, congrès et représentations**

##### **La Présidente et le Secrétariat de la CNDE ont donné des explications concernant le fonctionnement de la CNDE aux occasions qui suivent:**

5 février 2014: Centre pour l'Egalité des Chances et la lutte contre le Racisme, Réunion 'La réforme du Centre', Bruxelles

##### **La présidente et le Secrétariat de la CNDE ont donné des avis aux occasions suivantes:**

###### *Conseil consultatif Keki:*

- Conseil consultatif: 9 octobre 2014
- Interview d'Arie Zoontjes, KeKi, sur l'utilisation de la Base de données de Keki: 3 février 2014

###### *Concertation CoorMulti et autres consultations par le SPF Affaires Etrangères:*

En 2014, la collaboration a été limitée à des avis par voie électronique.

###### *Groupe de réflexion sur le droit des jeunes et des enfants, Agence de travail socioculturel pour la jeunesse et les adultes, Autorité flamande, Bruxelles:*

Réunions du 14 février 2014 (avis par voie électronique), 21 mars 2014, 6 novembre 2014

###### *Klankbordgroep Kinderrechtenmonitor (Groupe de suivi moniteur des droits de l'enfant):*

Réunions du 31 janvier 2014 et du 13 février 2014

###### *Groupe de suivi CIDE, OEJAJ, Communauté française, Bruxelles:*

Réunions du 6 février 2014, 19 juin 2014, 24 octobre 2014 et 5 décembre 2014

###### *Milieu Ltd:*

Contribution à l'étude que Milieu Ltd en partenariat avec GHK gère pour la Direction Générale de la Justice de la Commission Européenne au sujet de l'implication des enfants dans des procédures judiciaires (pénales, civiles et administratives), volet procédures administratives

###### *Projet 'intérêt supérieur de l'enfant', CGRA :*

- 18/09: interview
- 14/11: workshop 'audition'
- 20/11 : workshop 'participation'

*Participation au jury de sélection dans le cadre de l'appel à projet contre la pauvreté infantile de la Loterie Nationale :*

- 5 février 2014: réunion avec le cabinet du Secrétaire d'Etat à la Lutte contre la pauvreté
- 28 mars 2014: consultations du jury en vue de l'attribution des subventions

*Institut de formation judiciaire:*

- 17 février 2014: Groupe de travail pour l'élaboration d'un projet de Séminaire européen "La Place de l'enfant dans les procédures devant des tribunaux de la famille dans l'UE », à la suite de l'appel à propositions dans le cadre du programme 'Fundamental Rights and Citizenship', IFJ, Bruxelles
- Plusieurs consultations électroniques

*Plateforme belge des institutions exerçant partiellement ou entièrement un mandat d'institution chargée du respect des droits de l'Homme:*

5 février 2014, 3 juin 2014, 21 octobre 2014, 25 novembre 2014

*Autres:*

9 janvier 2014 et 18 février 2014: Groupe de travail 'inégalités de santé', Bruxelles, SPF Santé publique

23 janvier 2014: Plateforme Mineurs en Exil, table ronde d'experts 'Harmonisatie van de praktijken en de middelen voor voogden in België en de Europese Unie', en lien avec des normes pour les tuteurs, élaborées dans le cadre du projet européen "Closing a protection gap"

24 février 2014: Interview par Gezinsbond, concernant la préparation de la deuxième "gezinsconferentie » en Flandre

24 mars 2014: Construction d'un tableau de bord pauvreté infantile et bien-être (SPP Intégration Sociale)

24 octobre 2014: Visite de stage M. Gilbert Lusamba, Ministère de la Justice, DRC

2 juillet 2014 et 6 octobre 2014: Advisory Group projet « Children's rights behind bars: Human Rights of children deprived of liberty; improving monitoring mechanisms», DEI Belgique, commandité par la Commission Européenne

**La présidente et le Secrétariat de la CNDE ont également pris part aux journées d'études, congrès, groupes de travail et présentations suivants, afin de rester au courant de la recherche, de la législation et des derniers développements:**

25 mars 2014: Voorstelling armoedejaarboek, Brussel, POD MI

28 avril 2014: KRC en KeKi, "beeldvorming", Vlaams Parlement, Bruxelles

8 mai 2014: Colloque en santé environnementale Hénallux, Namur

15 mai 2014: Réunion de préparation de la conférence sur "l'intérêt supérieur de l'Enfant" pour les 25 ans de la CIDE, Présidence belge du Conseil de l'Europe, Bruxelles

5 juin 2014: Journée d'étude Santhéa, Maltraitance d'enfant, Dinant

9 octobre 2014: Colloque du 15e anniversaire de l' OEJAJ: Le bien-être des enfants et des jeunes au centre des politiques publiques

9 octobre 2014: KeKi, 'Research on stage', Bruxelles

3 novembre 2014 : VUB, Séminaire 'Impact van plaatsing', Bruxelles

20 novembre 2014: Standing lunch meeting Unicef et Plan Belgique, les 25 ans de la CIDE, Bruxelles

25 novembre 2014: Children's rights and business principles conference, Unicef Belgique et Global Compact Network Belgium, Bruxelles

9 et 10 décembre 2014: Conférence européenne sur "l'Intérêt Supérieur de l'Enfant" , Présidence belge du Conseil de l'Europe, Bruxelles

16 décembre 2014: Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale, Conférence 'Pauvreté et ineffectivité des droits. Non-accès et non-recours aux droits', Bruxelles

## **Annexe 5 : Formations et certificats obtenus**

9-10 janvier 2014 : Health Impact Assessment - training, Bruxelles (Sarah D'hondt et Catherine Péters)

Février – septembre 2014: Certificat universitaire, 'Approche interdisciplinaire des droits de l'enfant' UCL/UNamur/ ULB (Catherine Péters)

## **Annexe 6: Publications de ou concernant la CNDE**

Wolters Kluwer, Politiek zakboekje Instellingen 2014 et Mémento des Institutions, édition 2014

Sarah D'HONDT et Siska VAN DE WEYER, « Nog meer 'meten' en 'weten' met het oog op een gefundeerd kinderrechtenbeleid – Oproep tot reflectie over de zin en onzin van Child (Friendly) Budgeting », *TJK* 2014/1, 41-72.

Sarah D'HONDT et Siska VAN DE WEYER, « La réalisation des droits de l'enfant, c'est aussi une question de budget », *JDJ* mars 2014, 11-17.